

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 27 JUIN
N° 220 1,50 F
Belgique : 15 FB
Commission Paritaire N° 56 942

3^e étape du Tour :
Maertens vainqueur
prend plus de trois
minutes à Thévenet

Compte-rendu de
notre envoyé spécial p. 10

LA CRISE DANS L'EMPIRE SOVIETIQUE Grèves et manifestations contre la bourgeoisie polonaise

Le gouvernement polonais a été contraint de faire marche arrière sur ses propositions de hausses des prix importantes (50 à 100 %) des produits alimentaires. Néanmoins, ces hausses ne sont que suspendues, et les dirigeants comptent essayer de les faire passer par des « consultations » de travailleurs en faisant appel à leur « compréhension ».

En effet, dès l'annonce de ces propositions de hausses, de nombreuses manifestations et grèves ont eu lieu à Varsovie et dans la banlieue ainsi que dans d'autres villes, notamment celles de la côte où avait eu lieu la révolte des ouvriers en 1970. En particulier, les travailleurs

de l'usine de tracteurs d'Ursus près de Varsovie ont cessé le travail jeudi et vendredi. Ils ont arrêté le trafic ferroviaire, bloquant le train Paris-Varsovie. D'autres lignes auraient été bloquées ; des grèves auraient lieu à l'usine d'automobiles Zeran et aux chantiers navals de Gdansk. On rapporte aussi que des ouvriers ont contraint des membres du parti révisionniste à respecter la grève en arrêtant leurs machines.

Toute la journée de vendredi, les magasins ont été dévalisés, les gens voulant prévenir les hausses : à la fin de la journée les stocks de nombreux magasins étaient épuisés.

suite p. 8

SOMMET DES PC D'EUROPE après un an de désaccords

voir p. 6

Giscard à Porto-Rico

Ford préside la réunion de famille

voir p. 7

DOCUMENT

Uruguay

A L'ÉCOUTE DE LA RÉSISTANCE

voir p. 2

Elections portugaises

LES ULTIMES MANOEUVRES DE EANES

«Eanes, fasciste, assassin !» Eanes allait déposer son bulletin dans l'urne quand il entendit ces cris de colère de militants portugais massés auprès du bureau de vote. Même vainqueur, son nom reste associé pour une large fraction des masses portugaises, à la répression des luttes populaires, à l'épuration de l'armée et aux incidents de la dernière campagne électorale : les coups de feu tirés contre Otelo de Carvalho. Tous les moyens auront été bons à Eanes et à ceux qui le soutiennent : la sainte trinité réactionnaire PS, CDS, PPD, pour aboutir au résultat désiré : l'élection à la présidence de la république. Tous les moyens, même la fraude électorale : les bulletins blancs et nuis n'auront pas été comptabilisés dans le calcul des pourcentages de chaque candidat afin qu'Eanes obtienne les 50% dès le premier tour.

La victoire électorale du chef des commandos d'Amadora, artisans du succès du contre coup d'Etat du 25 novembre, est bien caractérisée par cette ultime et grossière manœuvre qui en dit long sur le respect de la démocratie de la coalition qui l'a poussé sur le devant de la scène. Ceci est lourd de menaces pour l'avenir, car c'est le signe que la future équipe au pouvoir au Portugal ne s'embarrassera pas de considérations démocratiques pour faire peser son pouvoir sur les masses. Progressivement, la bourgeoisie aura repris une à une plusieurs des conquêtes des travailleurs portugais, l'armée aura été épurée de ses éléments les plus radicaux, Radio Renaissance a été rendue à la réaction cléricale, Republica qui fut un temps un organe de presse au service des masses a été repris en mains par son propriétaire, les fascistes réapparaissent, tandis que

des révolutionnaires sont en prison. Les travailleurs portugais sont soumis à l'aggravation de leurs conditions de travail, leurs salaires bloqués, les ouvriers agricoles sont chassés des grands domaines qu'ils occupaient.

Après le 25 avril, la bourgeoisie se trouvait affaiblie face aux masses portugaises qui exigeaient le châtiement des fascistes, l'extension des libertés démocratiques et de profonds changements sociaux. En deux ans, la bourgeoisie a réussi à édifier un appareil d'Etat puissant en partie fondé sur l'an-

cien appareil fasciste. Mais ce renforcement de son appareil répressif traduit son affaiblissement politique face au mouvement des masses qui, en ces deux années de luttes, riches en leçons ont beaucoup appris et poursuivront la lutte révolutionnaire contre le pouvoir d'Eanes et de Soares.

(A l'heure où nous mettons sous presse, nous disposons d'aucun résultat de l'élection portugaise présidentielle. Le dépouillement étant particulièrement long).

CANICULES ET INCENDIES DANS TOUTE LA FRANCE



p. 6

A écouter les «flash» des stations de radio, on dirait que la canicule actuelle est devenue un jeu, une nouvelle sorte de chasse aux records : «33° à Paris, deux degrés de mieux qu'hier !», «tous les records sont battus, c'est du jamais vu...». Les bureaux de ces messieurs sont peut-être climatisés, car la réalité, ce sont les incendies de forêt en Bretagne, en Ile-et-Vilaine, landes dans le Morbihan, à Lanvau, où des villages sont menacés, et même dans la région parisienne, où une forêt brûle à Mantes-la-Jolie.

Après la mort
de l'employé
de banque

Deux inculpations : La brigade criminelle sera-t-elle jugée ?

Les deux policiers à la gâchette facile qui ont assassiné «par erreur» M. Baptedou à Fontenay-sous-Bois, le 22 juin, vont être poursuivis. Une information a en effet été ouverte pour «coups volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner».

C'est une façon de voir les choses ! C'est bien huit balles qui ont été tirées par les supermen de la «brigade criminelle», dont cinq ont atteint la victime : à la main droite, l'avant-bras gauche, l'abdomen, la région temporale et la région lombaire. Cette véritable fusillade aurait duré environ vingt secondes selon des témoins.

Ceux pour qui la police n'a jamais tort plaideront la «légitime défense» ; comme le dit M. Ducret, directeur de la police judiciaire à la Préfecture de Paris : «Quand on se trouve à trois mètres d'un colt, c'est celui qui tire le plus vite qui en réchappe». Peu importe à ce monsieur que le colt en question était une copie d'une pièce de collection de 1851, et qu'il était visible qu'il n'était pas chargé ni en état de tirer. Encore moins qu'il n'est pas du tout établi que M. Baptedou ait réellement brandi cette arme de façon menaçante...

Il était évidemment difficile à Poniatowski de faire décorer ses deux héros, comme il l'avait fait pour Nguyen An Loc, chef de la «brigade anti-gang» de Marseille, qui avait tué d'une balle explosive dans la tête un petit truand. Mais on peut être certain que quel que soit le jugement rendu (le motif peut justifier une peine maximale de vingt ans de réclusion), les vrais motifs de ce qu'on ose encore appeler les «bavures» ne seront pas mis en évidence par ce procès.

suite p. 3

DOCUMENT Uruguay

A L'ECOUTE DE LA RESISTANCE INTERVIEW DE HUGO CORES

dirigeant syndicaliste uruguayen et militant de la R.O.E.

«UN DES PAYS LES PLUS URBANISÉS DU MONDE»

— QdP : «Dirigeant syndicaliste depuis de longues années, militant de la R.O.E. (Résistance ouvrière-étudiante), ta vie se confond avec les principaux moments de la lutte de classe en Uruguay : peux-tu nous retracer à travers tes propres expériences, l'histoire de ces années de lutte qui ont contraint la classe au pouvoir à avoir recours à la dictature ?

— Hugo Cores : Pour comprendre la situation actuelle, il faut expliquer ce qu'est l'Uruguay : un des pays des plus urbanisés du monde, une capitale qui draine plus d'un million de personnes sur trois millions deux cent mille habitants... Avant la crise, on l'appelait la Suisse de l'Amérique Latine, à cause du grand développement du secteur tertiaire (banques en particulier), du développement de l'instruction et de la santé, et à cause d'une stabilité institutionnelle prolongée. La réalité, c'est que la paysannerie est très faible numériquement, très dispersée : il y a un peon (travailleur agricole) tous les 10 kilomètres, à

des essais, auxquels ont contribué les «socialistes», qui ont duré deux ou trois ans dans les plantations de riz. Mais à l'heure actuelle, il n'y a rien. Les conditions de l'agriculture, la dispersion renforcent l'individualisme, et bien que l'Uruguay soit un pays capitaliste depuis longtemps, il y a survivance, dans les idées, du féodalisme, dans les idées seulement.

— QdP : Et la classe ouvrière ?

— H.C. : C'est elle qui joue le rôle décisif. Elle est, avec la classe ouvrière chilienne, celle qui a le plus de traditions d'organisations de classe. En Uruguay, il y a depuis longtemps, des organisations «classistes» ; l'industrialisation a commencé dans les premières décades du siècle, après la première guerre mondiale, et la seconde, liée à la hausse des prix et des matières premières. Cette ère de croissance s'est poursuivie en gros jusqu'à la guerre de Corée au début des années 50. Il n'y

Actuellement, des Uruguayens ont entamé une grève de la faim, à Paris, à la Maison Verte, rue Marcadet, dans le 18^e arrondissement. Ils réclament la libération de Gerardo GATTI, ancien syndicaliste, dirigeant de la Résistance uruguayenne contre le régime fasciste, qui vient d'être arrêté en Uruguay, le 10 juin, et la libération de tous les Uruguayens enlevés, disparus ou prisonniers. Nous avons demandé à Hugo Cores, dirigeant syndical, (dirigeant notamment de la grande grève des banques de 1969), et militant de la R.O.E. (Résistance Ouvriers-Étudiants), de nous faire le point sur la situation dans son pays : la résistance du peuple face à une impitoyable répression.

LA GRANDE GRÈVE DES BANQUES

— QdP : Tu as participé très activement comme dirigeant de la grande grève des banques de 1969, qui constitue une des expériences les plus riches de la lutte de classe de ces dernières années en Uruguay ?

— H.C. : Effectivement... Si cette grève a eu une importance nationale, c'est en raison du contexte politique et économique dans lequel elle se situait. Depuis 1955, l'économie uruguayenne était en crise, crise d'un capitalisme dépendant qui freinait le développement des forces productives. Entre juin 67 et juillet 68, l'inflation a atteint 165%. Le modèle de capitalisme dépendant fait la preuve qu'il ne fonctionne pas et l'alternative capitalisme ou socialisme se pose objectivement avec une très grande acuité, avec plus de force même que ne la posent alors les organisations révolutionnaires. Ceci pour les bases objectives... D'autre part, les divisions de la période antérieure dans le mouvement ouvrier commencent à être dépassées. Les premières coordinations se sont créées après 1956. En 1964, la création de la CNT (Convention Nationale des Travailleurs), sanctionne l'unité syndicale.

POLÉMIQUES DANS LE MOUVEMENT OUVRIER

— Mais en 1968, l'année où il y a eu le plus de grèves, il y a une grande polémique dans le syndicat et dans l'ensemble du mouvement ouvrier. Il y a d'une part, le Parti Communiste qui estime qu'il ne faut pas aller à l'assaut frontal, mais continuer à accumuler les forces. Il y a d'autre part, la gauche révolutionnaire, qu'on appelle en Uruguay «La Tendence», qui pense qu'il faut établir un plan de luttes offensives, pas seulement revendicatives, mais aussi de luttes pour défendre les libertés publiques et lutter contre la dictature constitutionnelle. En effet, le 13 juin 1968, il y a eu l'Etat de siège pour réprimer une grève



Affiche des employés des chemins de fer : «Le peuple pour le travail, les salaires, la liberté.»

cette grève montre la combativité et la détermination des 7000 travailleurs de la banque, puisque, malgré la militarisation proclamée par le gouvernement, les travailleurs en assemblée générale décident de continuer. Dès lors, pendant un mois et demi, ces travailleurs entrent massivement dans la clandestinité, changeant

VIOLENCE DE MASSE I

— H.C. : Dans le déroulement de cette grève, apparaît une violence de masse : sur 500 succursales de la banque de Montevideo, 470 sont attaquées

de domicile chaque jour. Cette expérience est précieuse.

En second lieu, cette grève met à l'ordre du jour la pratique d'une large démocratie, à travers les «juntas de délégués», révocables à tout moment, alors que le parti révisionniste voulait que tout passe par la Commission directive.

grève qui a eu un retentissement national. Certains grévistes ont fait une grève de la faim dans l'église centrale de Montevideo, la Cathédrale Métropolitaine, qui est devenue un lieu d'intense agitation politique, bien qu'elle ait été pour ainsi dire, cernée par la police ; des milliers de gens sont venus témoigner leur solidarité : ouvriers, étudiants, militants de base du PC, prêtres de gauche...

LE PC : APPUI A CEUX QUI RÉPRIMENT LE PEUPLE

— QdP : Quelle a été l'attitude du PC pendant cette grève et d'une manière générale, sa tactique ces dernières années ?

— H.C. : Pendant la grève, la CNT qu'il contrôlait, n'a pas suffisamment développé la solidarité ; la lutte entre «la Tendence» et eux a revêtu des formes très aiguës, allant jusqu'à la violence physique, les calomnies etc... La grève s'est terminée dans notre dos. Le PC a eu une double attitude : d'une part, la défense verbale de la lutte armée sans rien faire pour, en réalité ; d'autre part, l'exaltation de l'électorisme et du pacifisme dans les faits, ils ont préconisé l'alliance avec la bourgeoisie libérale jusqu'en 70-72. Maintenant, depuis 73, ils pensent qu'il faut s'appuyer sur les «secteurs honnêtes de l'armée». Par exemple, ils ont appuyé, en février 73, les communiqués 4 et 7 de l'armée basés sur une pseudo-démagogie nationaliste, alors que les militaires exerçaient la répression la plus féroce dans tout le pays.

SOLIDARITÉ AVEC LES GRÉVISTES DE LA FAIM

Allez les voir, discutez avec eux :
Maison Verte
127, rue Marcadet - Paris 18^e
Pour la libération de Gerardo Gatti et tous les Uruguayens enlevés, disparus ou prisonniers.



cause du type d'agriculture pratiquée : l'élevage extensif.

— QdP : Y a-t-il à l'heure actuelle, malgré ces conditions difficiles, des formes d'organisation de la paysannerie ?

— H.C. : Il y a eu quelques tentatives auxquelles ont participé les Tupamazos dans leur première époque pour organiser les paysans des plantations de canne à sucre du Nord, en particulier contre les contre-maîtres ; mais tout a été démantelé avant 1971. Il y a eu également

pas d'industrie lourde, mais du textile, de l'électro-ménager, un peu de chimie, une industrie frigorifique, dans laquelle il y a eu des grèves constantes.

Parallèlement, il y a un grand développement des couches moyennes, travailleurs de la santé, fonctionnaires des services publics, commerce, nombreux retraités, travailleurs des banques. Ces couches, très syndicalisées entrent également en lutte dès 1951-52, elles se radicalisent du fait de la misère plus encore en 63-64.

— QdP : Quelles sont les caractéristiques et les enseignements essentiels de cette grève ?

— H.C. : Tout d'abord,

POLITIQUE

FÊTE DE LA FÉDÉRATION DE PARIS DU PS

MORNE FÊTE À LA BASTILLE

L'ancienne gare de la Bastille abritait ce week-end la fête de la fédération de Paris du PS. Parler de «fête», c'est beaucoup dire. L'ambiance n'y était pas et beaucoup des militants qui étaient venus là-rare étaient les participants non membres du PS- semblaient sinon s'ennuyer, du moins guère à la fête. La seule attraction, c'était les tours de chant sur le podium central ; à peine un millier de personnes écoutaient sagement les chanteurs s'exécuter. Aux stands des différentes sections d'arrondissements du PS, l'affluence était très faible et portée presque exclusivement sur les sandwiches et les tartelettes.

A côté du stand du «Quotidien de Paris», le stand des sionistes «socialistes» est très entouré : entouré de militants du PS, furieux, indignés qui n'apprécient pas la présence des sionistes à leur fête. Ceux-ci arborent leur drapeau et le portrait de Golda Meir, membre de l'Internationale Socialiste. Plusieurs militants du PS laissent éclater leur colère : «assassins ! impérialistes !» et comprennent mal que des sionistes soient invités par leur parti qui se dit socialiste. On finit par apprendre que c'est la fédération de Paris dont certains dirigeants sont sionistes, qui voulant tenir la part égale entre Palestiniens et sionistes, a invité à la fois l'OLP et les «sionistes socialistes». Pour certains militants qui sont rentrés au PS sur les positions du CERES, avec l'illusion d'en faire un parti révolutionnaire, c'est une

amère désillusion. Mais pour beaucoup des militants présents à la fête, ce n'est pas un problème et bien qu'affectant d'être sur des positions de «gauche», ils se sentent parfaitement à l'aise dans ce parti bourgeois. En passant dans l'allée Marx, je suis accroché par une jeune et jolie vendeuse de badges à la rose rouge. «Tu m'achètes un badge, 1 franc».

«Que penses-tu de l'attitude de Deferre à Marseille qui envoie l'armée briser la grève des éboueurs ?». «Tu m'ennuies, je m'en fiche, sois sympa, achètes-moi un badge». Je n'en saurai pas plus...

A certains stands, on discute politique bon gré, malgré, si l'on insiste un peu. On m'explique le plus souvent que Deferre, la fédération de Paris qui est au CERES, n'est pas d'accord avec lui, mais il faut comprendre, avait-il le choix, il fallait faire ramasser les ordures pour des raisons sanitaires. Et ces ouvriers en grève étaient-ils majoritaires ? Au stand des Jeunesses Socialistes, on me répond qu'il faut faire attention, les revendications des éboueurs étaient-elles justifiées ? Elles pouvaient mettre en danger les finances municipales. Et puis, si l'on accorde quelque chose aux éboueurs de Marseille, les autres catégories et les travailleurs des autres municipalités vont se mettre à revendiquer, ce ne sera pas possible, il faut être responsable et aux M.J.S., visiblement, on a le sens des responsabilités, on sait que

demain, on a des chances d'être dans les coulisses du pouvoir.

J'aurais voulu discuter de cette question avec un ouvrier du PS, mais impossible d'en trouver. C'est alors que j'allais sortir, que je trouve le centre des postiers (ils sont deux). Ceux-ci m'expliquent qu'ils ne sont pas du tout d'accord avec Deferre et Maurois, mais qu'au sein du PS, les politiciens ont de moins en moins d'influence, et que bientôt, le PS sera un parti révolutionnaire.

Mais pour les démentir, il suffisait d'entendre ces responsables du CERES, cherchant des excuses à Deferre qui, d'après eux, a toujours eu, même quand il était au gouvernement, des positions relativement correctes, pour se convaincre qu'il n'y a rien de changé dans ce parti.

Serge LIVET

MANIFESTATION A St DENIS POUR LA LIBÉRATION DE ROMAIN LE GAL

Ce sont plusieurs centaines de militants qui ont manifesté, hier matin, dans les rues de St Denis, pour exiger la libération de Romain Le Gal, militant de l'HR, toujours emprisonné, et pour appeler à la mobilisation contre la répression. L'initiative de cette manifestation avait été prise par l'HR, et le PCRml s'était associé à cette mobilisation.

Ce dimanche matin, les petites rues de St Denis connaissaient l'affluence habituelle des jours de marchés. Beaucoup de travailleurs s'étonnaient d'ailleurs de la présence non dissimulée de nombreux cars de flics au coin des rues. Les nombreux drapeaux rouges, des mots d'ordre tels «dans les usines, dans les foyers, dans les quartiers, à l'offensive contre

la répression», ou «unité populaire contre la répression» suscitaient de la sympathie. La présence de nombreux travailleurs immigrés sur les trottoirs, alors que la lutte se poursuit dans les foyers Sonacotra, pour exiger le retour des militants expulsés, rendait particulièrement significatif le mot d'ordre «Français, Immigrés, une seule classe ouvrière!».



La mobilisation pour exiger la libération des emprisonnés «politiques» de Le Gal en particulier, la levée des inculpations devant la Cour de Sécurité de l'Etat est d'importance. Car ces arrestations, ces inculpations font partie de l'offensive d'ensemble de la bourgeoisie contre les travailleurs, contre leurs luttes. Contre cette offensive d'ensemble d'une bourgeoisie se débattant dans sa crise, doit s'élever une large riposte. La victoire contre la répression, la possibilité de faire franchir de nouveaux pas au combat de classe en dépend.

BUDGET 1977

PAR SES «PRIORITÉS», LE BUDGET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE EST RÉVÉLATEUR DES CHOIX DE LA BOURGEOISIE.

Pour Chirac, le budget de la recherche scientifique est le deuxième, par sa croissance, après le budget militaire. Encore faudrait-il qu'il précise que l'ampleur des fonds alloués au CEA (Commissariat à l'Energie Atomique) viendra précisément renforcer ce dernier... Mais ce n'est pas là le seul enseignement à tirer de ce budget : l'orientation de la recherche scientifique, impliquant des choix à moyen, sinon à long terme est révélatrice d'une politique.

Depuis plus de dix ans, la recherche fondamentale est petit à petit réduite à l'état d'ornement. La formation dispensée dans les universités, par l'étroite spécialisation qu'elle implique en est la preuve. Le budget 77 est là pour le confirmer : la progression de budget ne concerne que le CEA, le Plan Calcul et le CNES (Centre d'Etudes Spatiales). Pour le CEA, il s'agit d'apporter les fonds prévus au consortium Eurodif, pour la construction d'usines d'enrichissement d'uranium. Pour le Plan Calcul (conception d'ordinateurs), il s'agit de remplir les engagements pris lors de l'accord Honeywell-Bull-CII, et pour le Centre d'Etudes Spatiales de participer à l'agence spatiale européenne. Ces trois grands thèmes sont ceux que l'époque gaulliste avait mis en chantier. Mais l'objet n'est plus de faire une «percée» sur le marché international à l'aide de «techniques de pointe nationales», mais de gérer, le plus souvent dans un cadre international ou même d'accords entre trusts, les retombées de ces grands projets...

Pour les autres secteurs de la recherche, la pro-

gression des crédits ne comble même pas l'inflation. Mais là encore, il faut y regarder de plus près : la DGRST (Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique) contrôle l'attribution et l'utilisation de ces crédits - ce qui ne l'empêche pas de fermer obligamment les

yeux sur les basses manguilles des chefs de labos en matière de crédits - et ainsi développe l'esprit de servilité chez les chercheurs. N'est-ce d'ailleurs pas pour développer cet esprit que le seul poste en augmentation est celui des crédits de fonctionnement : les milliers d'étudiants en troisième cycle, de chercheurs «hors statuts» qui se sont d'ailleurs manifestés ces derniers temps devront faire preuve de leur «bon état d'esprit» pour espérer profiter des quelques postes créés.

Eric BREHAT

en bref...

● DEUX OUVRIERS TUÉS A LA CENTRALE DE RICHEMONT : Vendredi soir, une explosion s'est produite à la centrale de Richemont (près de Metz). Deux ouvriers travaillaient alors à 35 mètres de hauteur au-dessus des chaudières et procédaient à des travaux d'entretien. Alain Moser et Djilali Benameur appartenaient à une entreprise de peintures. Sous la violence de l'explosion, l'un d'eux fut projeté à travers la toiture et tandis que l'autre était retrouvé dans une citerne. Grièvement brûlés, ils devaient décéder samedi matin.

LA BRIGADE CRIMINELLE SERA-T-ELLE JUGÉE

Suite de la une

Car, comme la Fédération CFDT de la police a le courage de le rappeler : «Le directeur général de la police nationale porte la plus grande responsabilité» dans cette affaire. Pas plus tard que le 2 juin, celui-ci déclarait en effet, devant le Congrès du Syndicat Autonome des policiers en civil : «Il est nécessaire que, dans tous les cas où le feu doit être ouvert, ce soit les policiers qui aient le dernier mot, et quand je dis le dernier mot, je veux dire régler définitivement le problème». Ce directeur général de la police nationale, M. Pandraud, sera-t-il poursuivi pour «incitation à la violence suivie d'effet» ? La fédération CFDT de la police dénonce le risque que les policiers ne deviennent «les principaux agents de l'insécurité».

Banque de France, ils appellent à une cessation de travail pendant l'enterrement de M. Bapedou, aujourd'hui 28 juin, et une délégation y participera, pour protester contre «les circonstances inadmissibles dans lesquelles M. Bapedou a été froidement abattu à son domicile par des policiers en civil».

Un encouragement systématique des policiers à se servir de leurs armes pour tuer : voici la cause directe de ces «bavures» qui se multiplient, et qui sont couvertes en haut lieu, sous prétexte de «légitime défense» ou autre. C'est un aspect de la «sécurité des Français» selon Ponia, un aspect de ce terrorisme anti-populaire qu'il met sur pied.

Paul GAUVIN

DEMAIN, CONFÉRENCE DES PARTIS RÉVISIONNISTES EUROPÉENS À BERLIN-EST

La conférence des partis révisionnistes européens qui doit se réunir demain à Berlin-Est a été réclamée avec instance par Brejnev qui voulait ainsi affirmer l'autorité du social-impérialisme sur ces partis. Mais les partis révisionnistes italien, espagnol, français en particulier ont été très réticents : en effet, ils ont besoin de se démarquer du social-impérialisme pour réaliser leurs projets électoralistes. Cette conférence a été l'objet de longs marchandages. Finalement, il semble bien qu'elle donnera lieu à une déclaration commune très vague, et que Brejnev a dû consentir, pour que la conférence ait lieu à d'im-

portantes concessions : la déclaration mentionnera l'autonomie et l'indépendance de chaque parti. Pourtant Brejnev tentera de se servir de cette

conférence pour restaurer son autorité et son image de marque et faire soutenir sa politique de détente «destinée» à masquer ses préparatifs de guerre.

On ne leur fait pas dire...

Un débat non-stop sur les perspectives du 22^e Congrès était organisé dimanche 27 juin à Wazemmes (quartier de Lille) par le PCF, avec à l'affiche un membre du Comité Central et un autre du Comité Fédéral. Deux membres sur quarante de la cellule du P«C»F étaient présents... Essayant de tirer le bilan de cette «réunion», un membre du P«C»F a déclaré : «Si les militants du PC ne sont pas là, c'est qu'il y a une fête du PS aujourd'hui et qu'il fait beau». Un autre expliquait : «Ceux qui adhèrent au P«C»F dans les fêtes, le font souvent parce qu'ils ont bu un coup de trop !»

Quant aux syndicats de la

REPORTAGE

MARSEILLE

DEFERRE CONTRE LES ÉBOUEURS... ET TOUS LES TRAVAILLEURS DE MARSEILLE

Le maire socialiste de Marseille, Gaston Deferre, vient de faire appel à l'armée contre les éboueurs en grève. Ceci n'est pas une « bavure », mais s'inscrit dans la logique de la politique violemment anti-ouvrière de la municipalité de Marseille, une politique dans laquelle l'exploitation et la répression systématiquement organisées contre les immigrés occupent une place de choix !

« Nous avons intérêt à nous entendre » déclarait G. Deferre à M. Mohamed Bedjaoui, ambassadeur d'Algérie, en voyage à Marseille à la fin du mois de janvier 76. Au-delà des regrets de la détérioration des relations entre la France et l'Algérie, que signifie cette préoccupation de G. Deferre ?

« Nous avons à Marseille un grand nombre d'immigrés, dont beaucoup sont originaires d'Algérie. Je dois répéter, parce que l'on ne le dit pas assez, qu'ils sont indispensables à notre économie. Personnellement, si vos compatriotes n'étaient pas là, je ne pourrais pas mener à bien les grands travaux que j'ai engagés qui concernent essentiellement les travaux publics et le bâtiment ». On ne peut être plus clair : si les travailleurs immigrés ne votent pas, et pour le PS, il n'est pas question de leur reconnaître ce droit, par contre, G. Deferre compte bien s'en servir pour gagner le plus de voix possibles aux municipales. Sans les travailleurs immigrés, pas de métro ou du moins pas aussi rapidement car il serait impossible à la municipalité d'imposer des conditions de travail aussi moyennes. Si G. Deferre et

ses acolytes du PS s'occupent du problème de l'immigration à Marseille, c'est avant tout non pas pour considérer les Tunisiens, Marocains, Algériens... comme des citoyens à part entière, mais comme des « bêtes de somme » taillables et corvéables à la limite de la révolte. Et c'est uniquement sous cet angle là que la municipalité de Marseille veut tenter de résoudre leur « intégration ».

La prison d'Arenc à Marseille : pour la municipalité, c'est « un centre d'hébergement pour immigrés ».



obtenus par les municipalités. C'est moi, avec M. Dijoud, qui appliquons le Programme Commun de la gauche, lorsque j'obtiens de l'argent pour Marseille.

l'Etat est extrêmement élevé. Nous allons pouvoir résoudre ensemble le problème des immigrés à Marseille » a tenu à préciser G. Deferre.

UN CONTRAT DE PROGRAMME POUR MIEUX ENCADRER LES IMMIGRÉS

Paul Dijoud n'a pas eu peur de s'étrangler en affirmant que « ce contrat doit permettre de résoudre le problème de l'immigration à Marseille d'ici cinq ans ». Le clou du contrat est le projet de la construction d'une maison de l'étranger à proximité de la gare St Charles pour l'accueil, avec dix chambres familiales pour assurer un hébergement d'urgence. Pour le reste, ce contrat prévoit trois mille logements répartis sur l'ensemble de la ville pour « éviter les excès de concentration dans certains quartiers » ; pour les célibataires, deux mille places d'hébergement sont promises.

Ce contrat de programme doit permettre un encadrement plus discret par la police : actuellement dès leur arrivée à la gare ou sur le port, les immigrés sont continuellement harcelés par les contrôles sur la voie publique à n'importe quelle heure. L'autre but est d'arriver à disperser les immigrés en les chassant des zones où leur concentration est jugée comme dangereuse par tous les Marseillais « bien pensants ». P. Dijoud n'a-t-il pas déclaré : « Le courage civique de la municipalité et de la population marseillaise sera retenu par l'histoire », c'est le même discours que l'on tenait au

ARTICLE TRANSMIS PAR « LA CRIÉE »,
JOURNAL LOCAL DE MARSEILLE
AU BUREAU RÉGIONAL DE PRESSE



pour un individu de cette ethnie et le seuil maximum (% au-delà duquel, suivant le type d'habitat, une intégration, voire une simple adaptation des individus d'un groupe ethnique n'est pas possible) ».

Comment tout cela doit-il être déterminé, sur quels critères scientifiques ? Plusieurs types d'informateurs sont précisés : « Des informateurs supposés privilégiés par leur rôle politique dans le quartier (Membres des Cercles d'Information de Quartier - créés et animés par la municipalité - NDLR - militants politiques et syndicaux, membres de diverses organisations (7), des travailleurs sociaux ou médico-sociaux, des membres de l'enseignement et... quelques habitants du quartier (émigrés ou non) ». C'est-à-dire beaucoup de monde, mais surtout pas ceux directement concernés. La méthode d'enquête est directement inspirée par la préfecture : « l'enquêteur lui-même recueille des informations sur la vie quotidienne d'un quartier et sur la nature de l'habitat à partir de ses propres informations (repas dans un restaurant, achats chez les commerçants, « climat » dans la rue...) ». Cette enquête se fait si possible plusieurs jours consécutifs en semaine et le week-end sur le terrain ».

Au fait comment agissent les RG ?

En ce qui concerne la politique de logement et de disparition des « quartiers immigrés », des bidonvilles et des cités d'urgence, une étude plus approfondie doit être prise en main sur un temps assez long).

départ des Croisés allant chasser les hérétiques.

La municipalité de Marseille s'est dotée de deux organismes pour s'attaquer au problème de l'immigration : le CLARB (Comité de Liaison pour l'Aide et la Résorption des Bidonvilles) et l'AGAM (Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise) qui travaillent entre autres avec la Préfecture. Ils ont déterminé cinq zones « où le pourcentage d'étrangers par rapport à la population totale dépasse 8 %... »

...Comment lutter contre les idées racistes ? En montrant aux travailleurs français qu'ils doivent lutter côte à côte contre leur ennemi commun : le capitalisme et l'impérialisme français ? Voyons pas de subversion dirait Ponia ! G. Deferre et Cie ont trouvé « mieux » : « Le pourcentage d'actifs est un argument en faveur de l'immigration étrangère. Le travailleur arrivant en France est prêt à rentrer dans notre système économique sans avoir rien coûté au point de vue éducatif ». On comprend donc tout le zèle de G. Deferre pour soi-disant améliorer le sort des immigrés lui permettant de mener à bien tous ses projets d'investissements.

« Il est absurde de penser crever l'abcès en supprimant l'immigration étrangère et même algérienne. Il faut d'abord la contrôler efficacement, ensuite appliquer de réelles solutions », conclut une des études municipales. Dans la note méthodologique de cette même étude, on peut lire : « On s'emploiera notamment à préciser pour chaque groupe ethnique le seuil minimum d'insertion (% de l'ethnie par rapport à la population totale d'un quartier au-dessous duquel il y a perte d'identité

AU SUJET DE LA PRISON D'ARENCE

Pour la municipalité, Arenc n'a jamais été une prison clandestine, (nul doute qu'elle la connaissait depuis longtemps), mais « un centre d'hébergement pour les immigrés en situation irrégulière ».

Le PS, comme le PC d'ailleurs, n'a jamais soutenu aucune initiative contre cette prison notamment la marche sur Arenc, bien au contraire, il a applaudi à l'envoi des CRS. Pour Dijoud : « Il faut veiller à ce que les conditions de confort en

soient améliorées », le confort ce fut... la TV couleur !

Actuellement, cette prison fonctionne toujours et le plus tranquillement du monde sous le couvert de la loi. Il est intéressant de noter que le magistrat saisi de cette affaire était le doyen des juges d'instruction de Marseille, M. Elis Loques qui venait d'inculper les PDG du pétrole et qui a récemment reçu une mutation en même temps que Cecaldi !

LA MAIN-D'ŒUVRE, UNE DENRÉE COMMERCIALISABLE

Dans sa participation active au Comité d'étude sur la violence G. Deferre n'a pas oublié d'évoquer les problèmes posés par la présence des travailleurs immigrés dans les grandes villes.

Quelles sont ses solutions : passer des accords internationaux avec les pays « fournisseurs de main-d'œuvre étrangère ». Ces accords devraient s'engager à apprendre à ces travailleurs notre langue afin qu'ils ne se trouvent pas dépayés et il faudrait leur apprendre les rudiments du métier qu'ils exerceront en France. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la préparation des travail-

leurs algériens et autres pour les chantiers du métro a été et est plus que rudimentaire et souvent inexistante pour tous ceux qui se sont trouvés du jour au lendemain à trente mètres sous terre dans la boue sans avoir jamais vu une galerie de leur vie. Le journal « Le Provençal » exprime crûment la pensée de G. Deferre dans son numéro du 31/01/76 : « ...L'Algérie ne vend plus à la France son vin, elle n'exporte plus sa main-d'œuvre et elle ne peut pas y placer une grande partie de son pétrole. Ce sont là cependant, les trois postes essentiels des exportations de l'Algérie ».

L'ENTENTE DEFERRE-DIJOUD CONTRE LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Il est bien connu que G. Deferre et Dijoud, gis-

cardien et secrétaire d'Etat aux immigrés, s'enten-

LUTTES OUVRIÈRES

BOURGOGNE-ELECTRONIQUE

CRÉATION D'UN COMITÉ DE SOUTIEN SUR DIJON

LES LICENCIÉS ELARGISSENT LA SOLIDARITÉ

Aujourd'hui, les licenciés préparent deux journées importantes, les 29 et 30 juin qui doivent marquer une montée de la mobilisation autour des 23.

Le 29, un meeting est organisé devant l'usine. Ce jour-là, il y aura remise des «paies» aux 15 licenciés. Ce meeting a deux buts : montrer que la solidarité qui s'est tissée autour des licenciés a permis de lever l'obstacle finan-

cier dans la lutte pour la réintégration, et montrer que le 30, les 15 ne seront pas seuls face à la justice bourgeoise.

Le 30, c'est le jugement en prud'hommes. Ce que nous demandons, c'est la réintégration de tous avec le paiement des salaires perdus, et des dommages et intérêts. Mais, il est bien possible que le conseil des prud'hommes renvoie le jugement devant le juge des départe-

mentaires qui tranchera, mais seulement 15 jours plus tard.

De toute façon, même si le conseil tranche en faveur des licenciés, et ordonne leur réintégration, il n'a aucun pouvoir pour faire appliquer sa décision. La direction a d'ailleurs fait déjà savoir qu'elle ne tiendrait aucun compte du jugement. Ce n'est bien que le rapport de forces qui fera rentrer les 15 dans l'usine.

Après le 30 juin, ce qui se posera pour nous, c'est de maintenir la mobilisation jusqu'à la rentrée de septembre. C'est dans cette optique que depuis une semaine, les licenciés ont repris contact avec les travailleurs des autres boîtes de Dijon, les invitant au meeting du 29, venant devant les portes des usines vendre leurs tee-shirts, autocollants, faire des collectes et surtout, discuter.

Ceci est très important car

pendant deux ou trois semaines, il y a eu une certaine coupure entre les licenciés et les gens qui veulent les soutenir. La popularisation sur Dijon était trop faible et il n'y avait pas de structures pour organiser le soutien.

Ce qui a donc été décidé, c'est de renforcer la popularisation et de mettre sur pieds, un comité de soutien. Des contacts ont été pris dans ce sens avec des paysans, des membres du

MRJC, des travailleurs de la SBAP (chimie), Hoover, Cominor, des étudiants, des jeunes de CET...

Une intervention samedi matin au centre commercial de Chenôve, avec des panneaux, des tracts et des pétitions, a permis de prendre de nombreux contacts et a confirmé l'intérêt que porte la population de Dijon à la lutte des 23.

Corresp. B.E.

LEVALLOIS :

Meeting du comité de soutien

Le comité de soutien aux 23 de Bourgogne-Electronique, organisait samedi un meeting à la Bourse du Travail de Levallois. Dans la salle, de nombreux travailleurs et syndicalistes du trust Thomson : LMT Montrouge, LTT Conflans, Thomson-Guymer d'Issy-les-Moulineaux... Et aussi d'autres boîtes ou du secteur public, postiers, assurances...

Le meeting commença par un historique de la lutte de Bourgogne Electronique : «C'est une lutte exemplaire à plus d'un titre, mais surtout par la participation massive des ouvrières à la direction de la lutte. C'est ce que ne peuvent tolérer les patrons, c'est cet exemple qu'ils espèrent détruire en frappant les militants qui ont été aux premières lignes de ce combat». Un camarade de Thomson-Guymer dira : «C'est parce que les ouvrières de B.E. montrent la voie aux travailleurs de tout le trust Thomson que nos patrons veulent les frapper. C'est pour cette raison qu'il est essentiel pour nous que les 23 soient réintégrés».

Tous les camarades intervenants montrèrent comment la répression frappe aujourd'hui tous ceux qui

pour restructurer tranquillement, pour adapter son appareil de production aux nécessités du moment, la bourgeoisie a besoin de «la paix sociale», elle ne peut tolérer la moindre lutte.

Comment réaliser une unité de combat contre la répression ? C'est cette question qui fut au centre du débat. Un camarade des «Câbles de Lyon» posa le problème en ces termes : «Il faut savoir quelle attitude on adopte car c'est cela qui est déterminant. Est-ce que, comme le voudraient certains, nous devons passer pour des martyrs, ou doit-on prendre l'offensive pour lutter contre la répression. Ce qu'il faut maintenant, c'est gagner, car si on ne prend pas l'offensive, ce sera bien pire après».

sur ces bases tous ceux qui veulent lutter. Plusieurs camarades insistèrent sur ce point.

«Le 30 juin, ce n'est qu'une étape» rappela la camarade de B.E. Durafour et sa bande vont essayer de profiter des vacances pour faire leurs mauvais coups. Des menaces pèsent également sur les travailleurs qui occupent actuellement leurs usines. Il faut maintenir la mobilisation pendant les vacances et se préparer pour la rentrée à porter la lutte à un niveau supérieur.

Dans l'immédiat, le comité de soutien appelle à signer et à faire signer massivement la motion de soutien, à envoyer des télégrammes, des motions, des pétitions de soutien le 30 juin à Dijon, jour du passage des quinze aux Prud'hommes. Une forte délégation se rendra ce jour-là à Dijon.

Le meeting se termina par un appel à constituer un comité de soutien sur Paris et par l'adoption unanime de la motion de soutien.



relient la tête, dans les usines, dans les administrations, dans les quartiers... Un aspect particulièrement important fut mis en évidence :

Réunion de constitution du comité de soutien de Paris :
Vendredi 2 juillet à 20 H à l'AGÈCA
177, rue de Charonne

Pourquoi faire des comités de soutien, en quoi sont-ils non pas en contradiction avec les organisations syndicales mais sont des armes supplémentaires permettant une riposte beaucoup plus large, c'est ce que montra un responsable du comité de Levallois dans son intervention. La question c'est de définir ensemble les bases pour la lutte et de rassembler

Depuis le 23 juin, les 30 ouvriers de l'usine MLBM de la rue Pionchon dans le 3^e arrondissement, sont en grève totale reconductible. Ils sont douze immigrés et 23 femmes (certaines immigrées) à lutter au coude à coude pour les revendications suivantes :

- augmentation horaire de 60 centimes (les salaires actuels vont de 6,80F à 9,24F pour les femmes et de 9,24F à 10,64F pour les hommes).
- une prime de vacances de 600F
- une amélioration des conditions de travail à la chaîne et au four.

«Je travaille depuis 14 ans dans la boîte. C'est la première fois que nous faisons grève» déclare une ouvrière. Elle décrit les conditions de travail entièrement axées sur la division des travailleurs.

Le patron a institué un carnet de rendement pour distribuer à la tête du client des primes mensuelles de quelques dizaines de francs. Des femmes ont déjà refusé ce carnet de l'esclavage. Elles n'admettent pas que des séjours d'une semaine au four ne leur aient même pas donné droit aux primes.

Pour accentuer encore plus la division, une prime d'assiduité de 60F n'est accordée qu'à ceux qui font plus de 173 heures par mois. En-dessous de 173 heures, elle est enlevée ainsi que la prime de vacances (actuellement de 300F).

La répression syndicale s'ajoute à l'exploitation, comme l'explique un travailleur immigré : «L'ouvrier qui

veulent être partie prenante du comité de soutien. Ainsi la deuxième réunion de lundi s'annonce bien, les pétitions qui circulaient seront remises à cette réunion le lundi à 20 h 30, 9 bis boulevard Voltaire à Dijon, y sont conviés tous ceux qui veulent soutenir les 23. La CFDT, le mardi 29 remettra la paie des 23 licenciés devant B.E., à 17 heures. Cette action montre que le travail des comités de soutien a été important, en effet les collectes d'entreprises sont les plus importantes sources de financement de cette paie, après les collectes entreprises à B.E. Le comité s'associe à cette mobilisation, il fera connaître les résultats des pétitions et remettra l'argent des collectes.

Le 30, devant les Prud'hommes à 20 h 30 à Dijon, le comité de soutien sera présent pour affirmer son soutien aux quinze travailleurs, à cette occasion il remettra les pétitions.

MLBM (Manufacture Lyonnaise des Boîtes Métalliques) : C'EST LA PREMIÈRE FOIS QUE NOUS FAISONS LA GRÈVE

a créé en janvier dernier la section CFDT a reçu une lettre de licenciement quelque temps après : il attend la décision des prudhommes».

A la MLBM, les ouvriers sont bien décidés à aller jusqu'au bout contre un patron qui refuse systématiquement de négocier. Ils envisagent de contacter les autres boîtes de l'entreprise : celle de Vaise, et de Romans. A la MLBM aussi, l'extension de la lutte, la coordination avec d'autres boîtes sont les conditions de la victoire.

Corr. Lyon

Mercredi 30 juin 6 HEURES POUR LA SEP Gala-Débat

Avec la participation de François Béranger.
Organisé par le syndicat des métaux CFDT de la Gironde et le Comité de soutien aux travailleurs de la S.E.P.

RECTIFICATIF

Ce que nous avons publié dans le QdP de samedi, en page 5 sous le titre «Aux Câbles de Lyon, le PCF donne le feu vert à la direction pour licencier les responsables CGT» était des extraits d'un tract de la section CGT des Câbles de Lyon (Clichy).

INFORMATIONS GENERALES

CANICULE ET INCENDIES DANS TOUTE LA FRANCE

LE RENDEMENT QUAND IL FAIT 35° A L'OMBRE !

Suite de la une

La réalité, c'est la catastrophe pour les campagnes où il n'a pas plu depuis plusieurs mois, la ruine des petits paysans, les restrictions d'eau en prévision de l'arrivée massive des touristes, la pollution des rivières. La réalité, c'est enfin pour les familles, pour les vieux des grandes villes, qui ne peuvent pas «s'évader» pour chercher un peu de fraîcheur le week-end, les rues surchauffées, où murs et macadam semblent produire eux aussi de la chaleur. La réalité, ce sont ces deux retraitées,

réfugiées au fond d'un café de Belleville et s'épongeant le front : «c'est encore ici que c'est le plus supportable. Dans le foyer de vieux, la température monte à 35°, on ne peut pas aérer les chambres, et on a l'impression que les murs arrêtent la lumière, mais laissent passer la chaleur»...

La réalité, c'est finalement que devant une calamité naturelle, les inégalités sont aussi criantes que devant tous les autres aspects de notre vie quotidienne !



La canicule, ce n'est pas trop grave quand on travaille dans un bureau climatisé (et que la climatisation marche bien !). C'est plus dur pour les standardistes des centraux téléphoniques, ou pour les ouvrières qui travaillent à la chaîne, comme dans cet atelier de bonnetterie de la région de Troyes, où trois cents ouvrières découpent, piquent, cousent, détachent, repassent, plient, emballent...

Le salaire au rendement vous oblige à «tirer votre journée» si vous voulez toucher plus de neuf francs de l'heure. Et quand la température de l'atelier approche de 40°, cela devient intolérable.

Dans ce grand atelier, il n'y a aucun système correct de ventilation : tout juste des «extracteurs d'air» au-dessus des presses (repassage à la vapeur, un des postes les plus durs en cette saison, où il faut travailler debout dans la vapeur !) Il y a simplement une fenêtre à chaque extrémité ; or, l'atelier fait plus de cent mètres de long. Quand on s'en plaint auprès du responsable de l'hygiène et sécurité, ce qu'il trouve à répondre, c'est : «S'il y avait de la ventilation, il y en aurait qui se plaindraient des courants d'air ; les femmes sont de véritables machines à détecter les courants d'air».

Simplement, les verrières du toit ont été recouvertes de blanc d'Espagne.

Les années précédentes, il y a eu parfois une douzaine de malaises ou de crises de nerfs en quelques heures ! Et cette année, avec le décalage des heures, ce n'est pas mieux : on travaille maintenant en plein midi solaire !

L'année dernière, certains jours, la production était trop désorganisée par les malaises des ouvrières. Alors, le patron a fait installer des distributeurs automatiques de boissons et de pâtisseries ; et surtout, dès que la chaleur est arrivée, il a incité les ouvrières qui le pouvaient à travailler de cinq heures à treize heures. Mais ce n'est pas possible pour de nombreuses ouvrières qui sont mères de famille : les crèches n'ouvrent pas assez tôt. Pour le patron par contre, c'est tout avantage : comme il supprime la pause du repas de midi, il n'y a plus cette baisse du rendement qu'il y a toujours après le repas !

● THIONVILLE : UN MINEUR ENSEVELI DANS UNE GALERIE : Dans une galerie de la mine de fer «Ferdinand» à Treffanges, un mineur, Gabriel Fouquet, 49 ans, père de cinq enfants, a trouvé la mort sous un éboulement. Mineurs de fer ou de charbon, c'est la même exploitation, la même loi, celle du profit !

Une lutte pour la santé :

CONTRE LES DANGERS DE L'AMIANTE 2

Si ce sont surtout les mineurs et les ouvriers qui travaillent l'amiante qui sont menacés des maladies qu'il peut provoquer, ce ne sont pas les seuls. En effet, il y a la pollution autour des usines, qui touche par exemple les familles des ouvriers qui y travaillent (voir QdP du samedi 27 juin).

Mais l'utilisation massive de l'amiante pour l'ignifugeage des immeubles fait qu'on en trouve en petite quantité dans l'air des grandes villes.

Mais surtout, un procédé qui est interdit dans de très nombreux pays, mais largement utilisé en France présente de grands dangers : il s'agit du «flocage mou», procédé qui consiste à ignifuger les murs de bâtiments en projetant un jet d'amiante contre la paroi. De nombreux bâtiments administratifs sont ainsi ignifugés, parmi lesquels la faculté de Jussieu, à Paris, où la lutte se mène pour obtenir la suppression de ce procédé.

Le centre universitaire de Jussieu, ce n'est pas seulement une faculté où passent chaque jour des milliers d'étudiants, mais aussi des bureaux, des laboratoires, des ateliers, des bibliothèques... où travaillent en permanence plus de 5 000 personnes.

Que vient y faire l'amiante ? Bon isolant, il est utilisé massivement ces dernières années dans la construction (parfois même à des seules fins esthétiques !). La seule méthode employée dite de «flocage mou» (interdite d'ailleurs dans certains pays) a plusieurs gros inconvénients : au moment du flocage même où il y a pollution non seulement du chantier mais de son environnement ; à long terme, ces revêtements peuvent se dégrader, provoquant une pollution permanente.

C'est ce qui se passe à Jussieu, où dans certains locaux, les travailleurs respirent autant d'amiante que dans le voisinage d'une usine d'amiante : c'est dire tous les risques qu'ils encourent.

Contre cette pollution, le personnel et le collectif intersyndical «sécurité» de Jussieu ont engagé une lutte depuis plus d'un an : dossiers, conférences avec des spécialistes ont permis aux travailleurs de mieux connaître les dangers de l'amiante. Meetings, arrêts de travail dans certains locaux particulièrement pollués, déléguations multiples, manifestations, ont contraint les présidents d'université et le secrétaire d'Etat aux universités à un premier recul : des crédits sont débloqués permettant une première tranche de travaux, mais il reste beaucoup à faire encore !

Très vite, et d'ailleurs c'était un des objectifs du collectif, le problème a pris une ampleur nationale : aucune réglementation n'insiste dans l'utilisation de l'amiante dans la construction ; quant aux règles de sécurité dans l'industrie de l'amiante, où les risques sont les plus grands, elles sont inexistantes !

Mais les intérêts en jeu sont importants pour cet

te industrie en pleine expansion : aussi le collectif a-t-il rencontré de nombreux obstacles. Le dernier en date est le procès intenté (et perdu) par Champeix, ancien médecin du travail à Amisol et qui travaille en liaison directe avec la chambre patronale de l'amiante.

Campagne de presse, contacts etc... font qu'aujourd'hui, les travailleurs sont alertés ; ainsi, dans le domaine de la construction : au CES La Devèze à Béziers, personnel et élèves font une grève de 24 heures, au CES «A tout vent» de Chateauroux, les protestations ont été suffisantes pour que la décision soit prise de faire enlever les revêtements d'amiante. A Renault-Billancourt, les travailleurs ont obtenu l'interdiction

du flocage pour les nouveaux bâtiments...

Mais cette campagne a permis aussi de relancer le scandale des usines d'amiante, comme à Amisol, à Ferodo ; de la pollution de l'environnement qu'elles provoquent comme à Condé-sur-Noireau où l'air et l'eau sont pollués par les déchets d'amiante que Ferodo, gros utilisateur d'amiante, déverse sans vergogne.

De puissants intérêts capitalistes imposent cette utilisation massive de l'amiante. Pourtant, d'autres isolants thermiques pourraient être utilisés. Certains patrons essaient de remplacer l'amiante par la laine de verre, la laine de roche, etc... dont les risques ne sont pas connus... pour le moment, mais on

peut largement les suspecter étant donnée leur nature fibreuse. D'autres non fibreux comme le plâtre alvéolé, mais dont le coût est plus élevé, ce qui explique l'acharnement des patrons à maintenir l'amiante. Les patrons américains en sont arrivés à exporter les conditions de travail dangereuses, puisque les importations aux Etats-Unis de produits finis en amiante ont augmenté de 3 millions de livres entre 1968 et 1973 !

Si vous voulez prendre contact avec le collectif, écrivez au :

COLLECTIF INTER-SYNDICAL SÉCURITÉ (CGT-CFDT-FEN) 4, place Jussieu 75005 Paris

10 heures contre le viol à la Mutualité

UNE RÉUNION DÉCEVANTE...

Samedi, à la Mutualité, 10 heures contre le viol. Plusieurs milliers de femmes s'y sont rendues, avec l'idée de débattre d'un problème important.

En effet, tous les jours, dans la rue, au travail, les femmes sont très souvent poursuivies, agressées et parfois violées. Au travail, dans les usines, les entreprises, les petits chefs essaient d'asseoir leur autorité de cette façon.

Dans la rue, cela empêche les jeunes filles, les femmes de participer à des réunions tard le soir, de sortir. Cela tend à renforcer la peur, l'esprit de soumission. Poser ce problème au grand jour aujourd'hui, dénoncer le viol comme partie intégrante de

l'oppression des femmes, voilà un élément de la lutte contre l'isolement, voilà un pas en avant dans la lutte contre la soumission.

Cependant, à la Mutualité, samedi, beaucoup de femmes ont été déçues. Car elles n'ont pu, vu l'impossibilité du débat, trouver aucune réponse aux questions qu'elles se posaient : comment lutter contre le viol, sans demander le renforcement de la police et de la justice bourgeoise ? Quel rapport existe-t-il entre le viol et l'aggravation de la crise idéologique ?

Les idées majoritaires révélées aussi par le caractère non mixte de la fête, exprimaient que «tout homme est

un violeur en puissance», et finalement divisaient la société en deux, hommes et femmes, comme si le viol n'était pas une conséquence de l'oppression des femmes dans notre société capitaliste, un résultat de la propagande pornographique, de la presse à scandale... mais aussi partie prenante de la campagne de Ponia sur la sécurité des Français, pour le renforcement de la police.

Lutter de façon efficace contre le viol, est-ce faire la fête comme c'était finalement proposé ? N'est-ce pas plutôt unir nos énergies pour combattre l'idéologie de la femme-objet qui domine dans notre société, en montrant la force des femmes du peuple en lutte ?

INTERNATIONAL

LES ULTIMES MANOEUVRES D'EANES

La campagne électorale qui vient de se terminer a vu un succès important et inattendu de la candidature d'Otelo de Carvalho autour de laquelle se sont rassemblés de nombreux travailleurs écœurés par les partis réformistes et révisionnistes, y compris des militants de base. Mais, sans tirer le bilan des deux années écoulées depuis la chute du fascisme, en l'absence de perspectives révolutionnaires claires, les travailleurs font confiance à cette figure populaire dont la capacité d'enthousiasmer les masses est contrebalancée par une confusion certaine. Pourtant, cette candidature, qui constitue un rassemblement de ceux qui refusent la reprise en main du PS et de la droite, fait peur au candidat de la droite Eanes, à tel point que celui-ci a eu recours

aux menaces et aux insultes contre Otelo et ceux qui le soutenaient, à tel point qu'il a dû avoir recours à la fraude électorale pour passer au premier tour. C'est qu'Eanes veut être « bien élu » : il faut qu'il soit incontesté pour arbitrer les différends entre PS et autres partis de droite, « redresser l'économie », « rétablir l'ordre », alors qu'un deuxième tour où Otelo de Carvalho pourrait être son rival contribuerait à lui donner la stature de chef de l'opposition. C'est pour parer à cette éventualité qu'Eanes se donne tous les moyens d'être élu au plus vite, dès le premier tour, en passant outre à la maladie de Pinheiro de Azevedo, en truquant les élections, en violant déjà cette démocratie bourgeoise dont il se dit le défenseur.



Le soutien de Mario Soares (sur notre photo) au général Eanes, candidat commun du PS, du PPD et du CDS, n'est pas allé sans développer de graves contradictions à l'intérieur du parti socialiste.

LA REPRISE EN MAIN DANS L'ARMÉE

A une manifestation de soutien à Otelo, un groupe de soldats était présent. Nous avons discuté avec eux : « Nous n'avons pas le droit de participer à un meeting, si la police militaire ou un officier nous voient, nous allons en prison. Depuis le 25 novembre, la discipline est telle que nous n'avons pas le droit quand nous sortons de la caserne, de parler avec les gens ni d'entrer dans les cafés, ce qui fait que les conditions de vie dans les casernes deviennent beaucoup plus pénibles... »

Et les élections ? Est-ce que vous pouvez en parler ? « Non, à l'intérieur des casernes, nous ne pouvons pas discuter ni dire ce qu'on pense. Mais les officiers eux, même s'ils ne soutiennent pas Eanes directement, attaquent toujours Otelo devant nous. Ainsi, il y a une coupure toujours plus nette entre les officiers et la grande masse des soldats. Au niveau des officiers, il existe encore en dessous du grade de capitaine, des officiers progressistes, mais ils n'ont pas le droit de parler, aucun

contact avec les soldats ».

Un autre soldat : « On nous a demandé de protéger un meeting du CDS. Nous avions des fusils et des grenades avec ordre de tirer sans sommation au moindre trouble provoqué par les « gauchistes ». Je suis persuadé qu'aucun soldat n'aurait tiré. Nous sommes tous des fils du peuple de toutes les régions du pays. L'attitude des officiers, de plus en plus arrogante, commence à exaspérer les soldats. Même si Eanes est élu, il lui sera

difficile de demander aux soldats de réprimer le peuple. A Beija en avril, maintenant aux Açores, il y a eu des mouvements. Malgré la discipline très dure et les risques de prison, on est persuadé que cela va continuer ».

La discussion s'arrête, car on vient de les prévenir qu'une patrouille militaire approche. Un soldat nous dit en nous quittant : « Ne vous en faites pas, au Portugal, la droite n'a pas encore gagné ».

RENÉGOCIATION DE LA DETTE DU PÉROU ET DE L'ARGENTINE

Le Pérou vient de demander de négocier un nouveau calendrier pour le paiement de sa dette. Celle-ci s'élève à 3,7 milliards de dollars, et il doit emprunter 400 millions de dollars pour couvrir sa dette à court terme. Les banques américaines ne se pressent pas d'accéder aux demandes du Pérou. « On peut se retrouver devant un report de fait, si les négociations échouent », affirme un créancier du Pérou.

Par contre, l'Argentine dont les versements à faire s'élèvent à 500 millions de dollars, a obtenu tous les délais nécessaires dès qu'elle en a formulé la demande, alors que sous le régime d'Isabel Peron, les Etats-Unis refusaient tout crédit et tout délai.

Au cours de la CNUCED, la dette des pays du Tiers Monde avait occupé une grande place : les Etats-Unis s'opposaient à toutes forces que la dette soit négociée

globalement comme l'exigeait le Tiers Monde. Ils voulaient négocier cas par cas. Les cas de l'Argentine et du Pérou montrent comment les dettes sont un moyen de pillage. Ils montrent surtout comment en négociant cas par cas, les USA peuvent exercer des pressions sur les pays du Tiers Monde selon qu'ils sont plus ou moins en accord avec la politique américaine.

● **Le président de la Guinée, M. Sekou Touré a lancé un appel aux Etats Africains pour soutenir le Mozambique contre l'agression rhodésienne. Il a affirmé : « C'est notre liberté à tous, notre indépendance à tous... en plus notre dignité collective qui sont foulées au pied par les autorités racistes de Salisbury ».**

NOUVELLES DU LIBAN

Les phalangistes poursuivent leurs attaques contre le camp palestinien de Tell-EI-Zaatar. Ils visent à s'emparer en même temps, de deux quartiers habités par des Palestiniens, Jisr el Pacha et Nabaa, qui forment des enclaves dans le secteur chrétien de Beyrouth. En refoulant les habitants de ces quartiers vers l'ouest de Beyrouth, ils franchiraient un pas de plus dans la partition du Liban. Il semble que les phalangistes voudraient prendre les devants au moment où certains dirigeants chrétiens seraient prêts à négocier.

NOUVELLES D'ESPAGNE

PAYS BASQUE

BILBAO : Mardi 22, à la poste, débrayage dans tous les services. A 17 heures, les travailleurs ont été expulsés par la police.

DERIO : Le 23 juin cinq cents femmes et enfants se sont rassemblés pour demander de l'eau. Ils ont bloqué la circulation. A l'arrivée de la police, les femmes ont protesté et résisté.

BILBAO : Le 22 juin, débrayages dans plusieurs entreprises : Cervezas del Norte, Nuz, Echevarri, Laminacion de Bandas, Olarra pour protester contre un accident du travail (une barre de fer en fusion était tombée sur un ouvrier).

BARCELONE : La semaine dernière, manifestation autorisée contre les licenciements, et sanctions : 12 000 à 15 000 participants.

GISCARD A PORTO RICO : Réunion de famille présidée par Ford

La conférence au sommet qui s'est ouverte hier à Porto-Rico, réunit les sept principales puissances capitalistes (USA, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Canada). Cette conférence est une continuation de celle de Rambouillet : chaque chef d'Etat doit traiter une question particulière. Giscard, sans doute considéré comme un expert, traitera des problèmes financiers et monétaires ; Schmidt des relations avec les pays du Tiers

Monde (c'est fort à propos, puisqu'il vient de rencontrer Vorster II). Le but principal de cette conférence est d'augmenter la cohésion des pays impérialistes face aux exigences des pays du Tiers Monde, telles qu'elles ont pu s'exprimer, particulièrement à la CNUCED. Un autre but, non négligeable, c'est de donner une certaine stature internationale à Ford, qui n'a que vingt-cinq voix de délégués d'avance sur Reagan aux dernières nouvelles.

OUA : le colonialisme et l'impérialisme français mis en accusation

Comme à l'ONU la semaine dernière, le rôle de l'impérialisme français en Afrique et en particulier son soutien au régime raciste d'Afrique du Sud a été dénoncé par plusieurs représentants au conseil des ministres de l'OUA qui se tient actuellement à l'île Maurice. Le premier ministre comorien a souligné que le problème de l'île de Mayotte annexée par l'impérialisme français concernait non seulement l'Afrique mais tout le Tiers Monde.

Le secrétaire de l'organisation a accusé le gouvernement français d'être complice du régime raciste en lui vendant des armes et des réacteurs nucléaires. Il l'a d'autre part accusé de « balkanisation » des Comores et a dénoncé la préparation d'une fausse indépendance « par des voies tortueuses », de Djibouti.

APRÈS LE VOYAGE DE GISCARD EN ANGLETERRE

UN MAIGRE BILAN

C'est aux cris de « Giscard-Soweto assassin » que Giscard a été accueilli par des étudiants en Ecosse. Tout au long de son voyage, il aura dû traîner ce boulet, malgré les explications embarrassées qu'il a données sur les ventes d'armes au régime raciste. Après les discours, les visites et les réceptions qui ont fait les délices de la télévision et de la presse du cœur, que peut-on retenir de ce voyage ? Aux grands projets auxquels on a renoncé (Concorde, tunnel sous la Manche) rien n'a été substitué. La collaboration éventuelle dans le domaine nucléaire ne semble pas avoir été évoquée. Ils n'ont pas avancé sur d'importantes divergences : par exemple sur l'élection au

suffrage universel des membres du Parlement européen, la question des zones de pêche.

Reste ce qui avait été proposé et mis en valeur par Giscard : l'organisation de consultations régulières entre les deux gouvernements.

On insiste sur le fait que ces relations ne sont pas dirigées contre l'Allemagne, mais qu'il doit y avoir des relations privilégiées entre les gouvernements des trois pays : ce serait une sorte de directeur à trois du Marché Commun. Mais les intérêts de ces trois impérialismes sont trop divergents pour qu'ils puissent aboutir à une entente durable.

en bref...

● **INDE : Cela fait un an que l'Inde vit sous le régime de l'état d'urgence : suspension des droits démocratiques, de la liberté de la presse, extension de la garde à vue à deux ans. Selon Amnesty International, il y aurait actuellement quarante mille prisonniers politiques détenus arbitrairement.**

● **DÉTOURNEMENT D'AVION : Hier après-midi, un avion d'Air-France qui assurait la ligne Tel-Aviv-Paris a été détourné sur Benghazi, en Libye après l'escalade d'Athènes. L'appareil, avec 246 passagers parmi lesquels 83 Israéliens, était toujours hier soir sur l'aéroport de Benghazi. Des négociations avec les responsables du détournement se seraient engagées.**

INTERNATIONAL

en bref...

● **AUSTRALIE** : Le comité exécutif du conseil syndical australien a décidé de boycotter toutes les marchandises, tous les bateaux et avions d'Afrique du Sud pendant tout le mois de juillet.

● **DANEMARK** : Le commandement général danois proteste contre le fait que la marine de guerre soviétique ait gêné à plusieurs reprises des manœuvres de la marine danoise dans la Baltique.

● **MADAGASCAR** : Le président Ratsiraka a annoncé vendredi la nationalisation de l'industrie pétrolière. Cette décision concerne Esso, Shell, Total, Caltex et Agip.

● **THAÏLANDE** : Au cours d'une opération d'encerclement tenté contre les guerilleros révolutionnaires dans les montagnes de Khao Kor, les forces gouvernementales ont eu des pertes importantes. Un bombardier F 5 avait été abattu dans cette région par la guérilla. Il s'agit de l'affrontement le plus violent depuis quatre ans.

GREVES ET MANIFESTATIONS CONTRE LA BOURGEOISIE POLONAISE

Suite de la une
comme en 1970...

Rappelons que c'est à la suite de mesures analogues que les travailleurs polonais, en particulier ceux des villes de la Baltique, s'étaient soulevés et que Gomulka avait dû quitter le pouvoir. C'était le 12 décembre 1970 : les prix des produits de première nécessité avaient augmenté de 20 % en plein hiver. Par dizaines de milliers, dans plusieurs villes, les ouvriers des chantiers s'étaient mis en grève, avaient manifesté aux cris de : «*A bas la dictature bourgeoise de Gomulka*».

ka, vive la dictature du prolétariat». Ils encerclaient et attaquaient les immeubles du parti révisionniste. Après une répression sanglante, la police et l'armée ayant fait plusieurs morts en utilisant tanks et hélicoptères, Gomulka dut se retirer. Depuis Gierk a gardé le pouvoir, en tirant parti au maximum de ses méthodes démagogiques : après la répression, ce sont les «discussions de consultation» avec les travailleurs, les voyages en province. Ce qui ne l'empêche pas de proposer au début de cette année, une loi anti-

grève : la nouvelle bourgeoisie polonaise alterne la carotte et le bâton.

CRISE, RÉPRESSION, RÉVOLTE

Les raisons de cette crise sont claires : d'une part, la production privée capitaliste est dominante à la campagne, le capitalisme se développe dans le commerce, ce qui implique toutes les conséquences de l'anarchie capitaliste que nous connaissons en France ; d'autre part, l'état de dépendance où se trouve l'économie polonaise par rapport à

Alimentation :	1 000 zlotys
Chaussures :	de 500 à 2 000 zl
Costumes :	2 000 zl et plus
Logement (F 2-F 3) :	500 zl
Fiat 125 :	178 000 zl
Salaires mensuel d'un manoeuvre ou d'une femme de ménage :	1 500 zl (salaire minimum)
Salaires d'un employé, d'un ouvrier professionnel :	3 500 zl
Salaires d'un cadre supérieur :	20 000 zl
Du directeur principal de l'entreprise Nowa Huta :	100 000 zl

l'URSS. La Pologne doit en effet acheter son pétrole à l'URSS et doit lui fournir du charbon. Des travailleurs polonais doivent même aller travailler en «métropole» ! Pour faire face à ces difficultés, la bourgeoisie polonaise ne trouve d'autres solutions que capitalistes : faire appel aux investissements étrangers, en particulier occidentaux ; une loi récente leur laisse la porte grande ouverte.

Que le gouvernement polonais cède aujourd'hui, c'est une preuve de sa fragilité, de la profondeur de la crise. C'est aussi qu'à quelques jours de la confé-

rence des partis révisionnistes, mardi à Berlin-Est, cela ferait mauvais effet de tirer sur les ouvriers polonais. Gierk fait patte de velours aujourd'hui, mais si la résistance continue, il emploiera les mêmes méthodes de répression que Gomulka en 1970 ; ou s'il ne le fait pas, l'armée de Brejnev le devancera : les révisionnistes et l'URSS ne feront que se dévoiler davantage. Ils ne viendront pas à bout de la lutte qu'engage la classe ouvrière des pays d'Europe de l'Est contre leurs bourgeoisies et contre le social-impérialisme.

J.P. CHAMPAGNY



Une «analyse scientifique» de l'Humanité

Dans son rapport au XXII^e Congrès, Marchais expliquait que même s'il y avait des «problèmes» sur la question des libertés dans les pays «socialistes» (URSS et pays dominés par le social-impérialisme) tout de même, les réalisations économiques qu'on y trouvait devaient être saluées : «*Quelle œuvre gigantesque ils ont déjà réalisée, quelle démonstration de la supériorité du socialisme ils ont déjà donnée !*» Et de citer «cet immense progrès historique que constitue la disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'édification d'une économie puissante, qui se développe sans crise, sans chômage et sans hausse des prix... etc.»

Samedi, pourtant l'Humanité n'est pas gênée pour annoncer les hausses de prix et les manifestations en Pologne. On précise que ces hausses «n'étaient pas inat-

tendues» que le gouvernement «était obligé de rééquilibrer le prix de la viande». Bref, on ne dit pas explicitement que les revendications des travailleurs polonais sont rétrogrades, mais c'est tout comme ! Les explications avancées sont également intéressantes. Il y a d'abord l'influence de la crise dans les pays capitalistes : jusqu'ici le P.C.F. a toujours dit le contraire, l'auteur de l'article est-il déviationniste ? Mais on ne méconnaît pas les questions internes : l'encouragement donné à l'élevage (on nous rappelle que l'agriculture n'est pas collectivisée), la construction d'abattoirs et d'usines avec la coopération des Etats-Unis. Autrement dit, les travailleurs polonais doivent supporter les conséquences du capitalisme à la campagne et de la pénétration de l'impérialisme. Comme le disait Marchais, «la même passion du socialisme nous anime !» Ça promet !

en bref...

● **USA** : Le comité d'organisation de la Convention républicaine a élu pour la direction des travaux de cette convention trois personnalités qui ont soutenu Ford. Actuellement, Ford conserve une faible avance sur Reagan en nombre de délégués favorables.

● **ISRAËL** : Une jeune française, collaboratrice de Libération, a été arrêtée arbitrairement par les autorités sionistes et est emprisonnée depuis le 23 juin. Dimanche soir, on apprend qu'elle était gardée au secret.

en bref...

VIETNAM

SUR LA VOIE DU SOCIALISME

Le Duan, premier secrétaire du Parti du Travail du Vietnam a présenté vendredi devant l'Assemblée Nationale un rapport définissant la politique du pays pour l'avenir. Il a notamment déclaré qu'il fallait «*d'ici quinze à vingt ans, achever pour l'essentiel, de construire les assises matérielles et techniques du socialisme*». Il a précisé : «*C'est la voie inéluctable pour le Viet-*

nam : seul le socialisme permettra à des millions d'hommes de réaliser leur rêve, à savoir de mettre fin à la misère pour entrer dans une vie d'abondance, une vie civilisée et de bonheur».

Rappelant la nécessité d'un contrôle du peuple sur l'Etat vietnamien, il a affirmé : «*Le peuple a le droit de lutter contre tou-*

tes les fautes et les erreurs commises... Il faut accepter la critique. Il ne faut

pas de couches privilégiées au-dessus du peuple».

LE MONDE IMMuable,

Pomonti, ancien correspondant du Monde au Vietnam, s'était distingué par ses calomnies constantes hypo-

crites des forces patriotiques : en particulier, il avait repris des «canards» de la CIA sur de prétendus affrontements entre soldats des forces de Libération.

Indésirable dans un Vietnam libre, il s'est envolé vers des cieux plus bleus, en Afrique du Sud précisément où il doit se sentir plus à l'aise.

Mais son remplaçant De Beer ne vaut guère mieux. Cédant à la mode inaugurée par Lacouture qui parlait de «nord-mafisation» dans le Nouvel Observateur, De Beer prodigue avis et conseils éclairés sur «Saïgon qui n'a pas changé», sur «les excès des cadres», «le rôle croissant de l'armée», etc. S'appuyant sur sa riche expérience du socialisme sans doute acquise à Sciences Po ou dans les salons parisiens, il diagnostique : «Le Vietnam, du Nord au Sud, est dans le creux de la vague».

Décidément, de Pomonti en De Beer, le Monde ne change pas.

J.P. C.

UNE POLITIQUE EXTÉRIEURE POUR CARTER

Dans un discours prononcé le 23 juin à New-York, Carter, futur candidat démocrate a dénoncé la «diplomatie secrète» de Kissinger, disant qu'elle est «amoraliste».

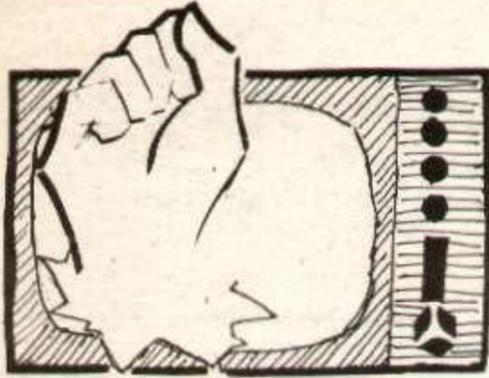
Il a également condamné les «relations unilatérales» avec l'URSS et recommandé une plus grande coopération avec les alliés des USA, pays d'Europe occidentale et Japon. En ce qui concerne les pays du Tiers Monde, il a regretté l'existence de «majorités automatiques» à l'ONU ainsi que «l'intolérance» de certains pays : cette remarque vise les décisions de l'ONU à l'encontre d'Israël.

Ces déclarations sont révélatrices du soin que Carter apporte à la définition d'une politique internationale. On lui avait souvent reproché le vague de ses déclarations dans ce domaine ; de plus, elles manifestaient une certaine acceptation de la «détente» proposée par le social-impérialisme, donc un manque de fermeté, face aux menaces du social-impérialisme. Tout en marquant ses positions internationales des thèmes dominants de sa campagne : la «franchise, l'honnêteté», Carter soigne sa crédibilité en restant très nuancé. Par exemple, il a dit : «*Je n'abandonnerai ja-*

mais le contrôle du canal de Panama», tout en précisant «*tant qu'il est nécessaire à la sécurité nationale*». Ce mélange de fermeté et de modération sur un certain nombre de problèmes lui permet d'apparaître comme un candidat responsable qui critique les méthodes de Kissinger, mais ne rompra pas avec sa politique sur des points essentiels.

Les propos nuancés de Carter sont significatifs des contradictions de l'impérialisme américain sur l'attitude à adopter face à l'URSS dans une campagne électorale où la politique extérieure joue un rôle important.

ENQUÊTE



Thomson DERRIÈRE L'ECRAN ...

Dans l'enchevêtrement des filiales et sous-filiales, vous remarquerez dans la case marquée «condensateurs et résistances» le nom de LCC (en fait : Compagnie Européenne de composants électroniques). Pour beaucoup de travailleurs aujourd'hui, derrière ce sigle, se cache un nom plus familier : Bourgogne-Electronique à Dijon, l'une des six usines LCC avec Montreuil-sous-Bois, Bollène, Seurre, Puisieux et Beaune, ces trois dernières implantées également en Côte d'Or.

Bourgogne - Electronique est, de toutes la plus connue. Pour une première raison évidente : 1 800 ouvriers et ouvrières y travaillent et après leur récente grève victorieuse de cinq semaines, ils se heurtent à une répression féroce exercée contre eux par la direction Thomson. Jeudi dernier encore, lors d'une de ces réunions-bidon sur les salaires au siège central, boulevard Haussman, Toussaint, directeur du personnel de Thomson-CSF rappelait une nouvelle fois que la direction ferait tout, «quelle que soit l'issue du jugement prud'homal le 30 juin», pour se débarrasser des 23 travailleurs qu'elle a déjà licenciés. Ce rappel était assorti d'une menace directe contre tous les travailleurs de la Thomson de recourir aux mêmes procédés si des «manifestations extra-grévistes en dehors du temps normal de travail, ou des actions dures (occupations des locaux) devaient à nouveau se dérouler hors du cadre strictement juridique de la grève, définie comme «cessation collective du travail». C'est assez clair, les coups portés par Thomson contre les grévistes de Bourgogne-Electronique ne sont pas un simple excès de colère d'un patron particulièrement réactionnaire. C'est aujourd'hui la politique délibérée d'un trust : Thomson entend garantir à toute force son expansion, au besoin en «imposant» la paix sociale. Parce qu'aujourd'hui, dans la concurrence de plus en plus âpre entre trusts, Thomson est décidé à gagner gros.

THOMSON ET LE MARCHÉ DU TÉLÉPHONE : QUELLES CONSÉQUENCES ?

«Electronique, informatique, télécommunications, le tiercé qu'il faut jouer» affirmait il y a un an «l'Usine nouvelle», l'hebdomadaire patronal, sondant les intentions du trust. Or, le 13 mai dernier, Thomson s'est approprié

pour cinq ans une part très importante du marché français du téléphone. D'où une réorientation nécessaire de nombre de productions qui va se faire à coups de capitaux d'Etat. Restructurations, déplacement de production, «lâchage» des secteurs les moins rentables, c'est le prix à faire payer aux 42 000 travailleurs de Thomson-CSF.

DANS LA BRANCHE DES COMPOSANTS...

Dans la branche des composants, par exemple, Thomson qui en est le premier producteur français accuse, disent les économistes, un retard de deux ans face à ses rivaux américains comme Texas Instrument. «Des programmes très précis viennent d'être lancés, nous expliquait un technicien de la Sescosem à Grenoble, afin de sortir dans les deux ans un composant hautement perfectionné

qui entrera dans le cadre de l'installation des centraux téléphoniques». Lâcher les secteurs retardataires ? Thomson s'est déjà débarrassé des petits composants banalisés destinés aux appareils électro-ménagers. «Thomson envisage très sérieusement, nous confiait un syndicaliste, de supprimer sa production de résistance à LCC, et ce, dès le mois de juillet». Mutations, suppressions de postes... chez LMT et LTT passés sous la coupe de Thomson le 7 juin dernier, la valse a commencé.

L'ENJEU : LE TIERS MONDE

Au-delà de la bataille du téléphone que se sont livrée Thomson, la CGE et les grandes firmes européennes spécialisées comme Philips, l'enjeu est

important. Dans une interview donnée à la revue «Entreprise» en septembre dernier au moment où commençaient les tractations en vue de l'octroi des marchés, le ministre des PTT vend assez bien la mèche : «L'objectif est de donner aux groupes qui constituent notre environnement industriel la possibilité de s'associer à des groupes étrangers qui leur soient complémentaires et leur permettent d'atteindre des dimensions compatibles avec celles des grands groupes internationaux avec lesquels nous avons à nous battre sur les marchés étrangers. Il est essentiel pour éviter que nos industriels ne se trouvent «bloqués» sur les marchés extérieurs que le centre de décision soit en France». L'enjeu, c'est l'exportation, la conquête de nouveaux marchés.

Ainsi, en va-t-il du développement, déjà considérable ces deux dernières

années, des filiales commerciales à l'étranger et tout spécialement dans les pays du Tiers Monde.

THOMSON : TRUST GISCARDIEN ?

Thomson joue la carte du redéploiement à grande échelle, à l'aide des millions prélevés sur les fonds publics. Que cette stratégie capitaliste puisse se briser sur l'écueil des luttes des milliers de travailleurs que compte ce trust qui a gros appétit de profits immédiats, les «têtes» de la Thomson ne peuvent l'admettre et frappent. Et, en l'affaire, Thomson trouve auprès des Giscard, Lecanuet et Durafour la même promptitude à soutenir sa vaste entreprise de répression qu'à délier les cordons de la bourse d'Etat. Thomson, trust giscardien ? Le rapprochement est d'autant moins fortuit que les membres de la famille Giscard investissent les éche-

lons les plus divers et les plus élevés de la direction du trust : Philippe, cousin du président de la République, s'occupe personnellement de la branche «télécommunications» au sein du trust.

DÉMASQUONS LA DICTATURE THOMSON !

C'est bien là tout le poids politique de la lutte des ouvriers de Bourgogne Electronique, après celles engagées par de nombreuses autres usines du trust au cours de ces derniers mois que d'arracher à Thomson-Brandt le masque qui cachait sa dictature. Dans une série d'articles que nous publions cette semaine, nous traiterons de ces différents aspects de ce trust. Et nous donnerons la parole à tous ceux qui y vivent et luttent quotidiennement.

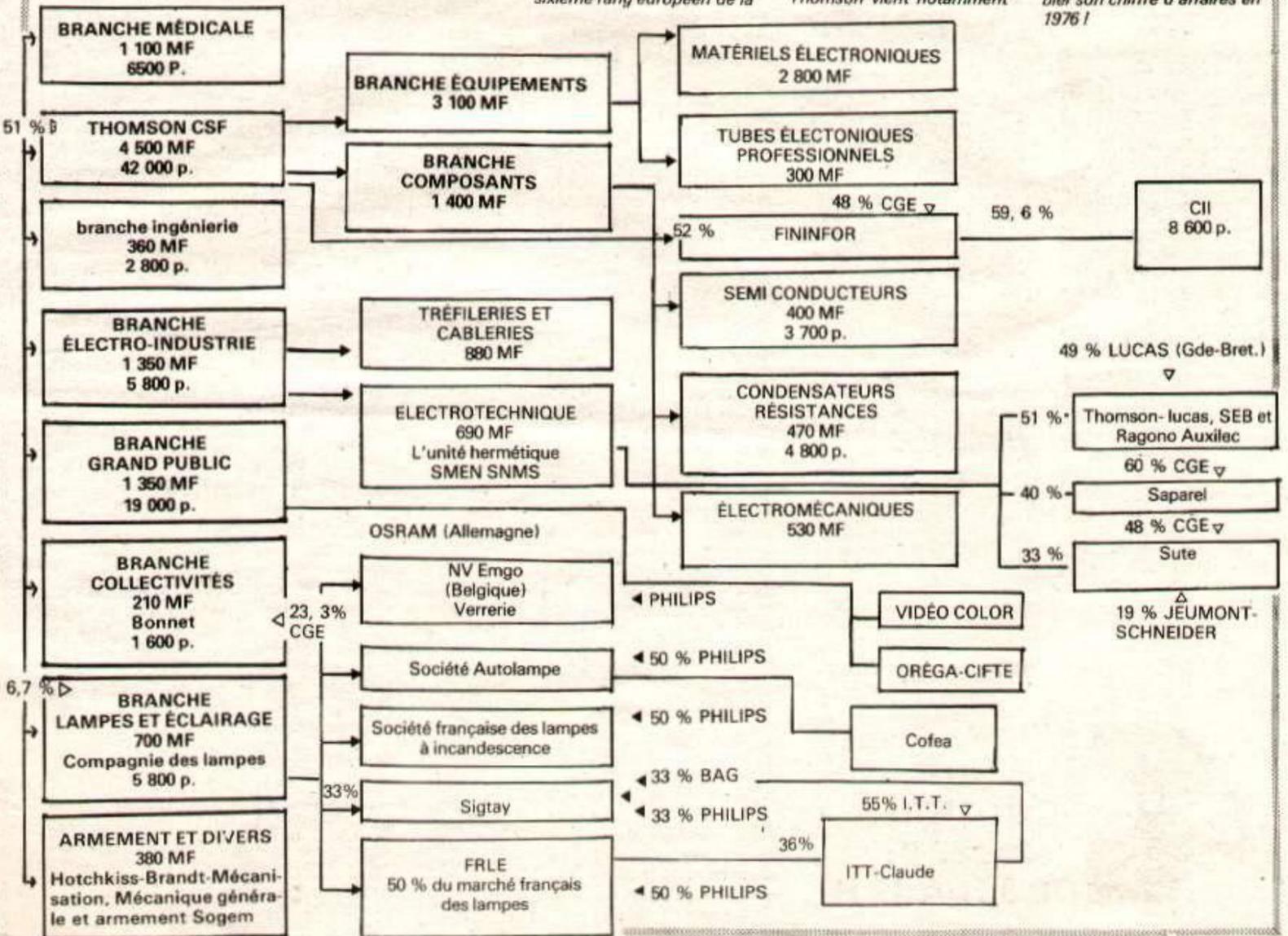
Julien LEBLOND

Organigramme de l'empire Thomson

Cet organigramme représente l'étendue d'un empire industriel dont la réalité s'inscrit dans quelques chiffres globaux : 13 550 millions de francs de chiffre d'affaires en 1975, près de 100 000 travailleurs, deuxième rang français derrière la CGE et sixième rang européen de la

construction électrique... Et cet organigramme établi il y a un an est aujourd'hui très incomplet ! Puisque par le jeu des fusions et regroupements d'entreprises qui vont s'accroissant dans les métropoles impérialistes bouleversées par la crise, Thomson vient notamment

de mettre la main sur deux importantes filiales du trust américain ITT en France, spécialisées dans la téléphonie : LMT et LTT. A elle seule, l'absorption de ces deux sociétés permettra à Thomson - Houston - Hotchkiss - Brandt de doubler son chiffre d'affaires en 1976 !



63^e TOUR DE FRANCE

2^e étape : Angers-Caen : 236 kilomètres

Partis avec une demi-heure d'avance sur l'horaire prévu, pour atténuer les effets de la chaleur, mais surtout par crainte de rater l'avion qui les attendait après l'arrivée, les coureurs se sont un peu dépêchés sur les routes de l'Anjou et de la Sarthe. Il est vrai qu'ils n'avaient pas tellement envie qu'on les oblige à rallier le Touquet à bicyclette ! Pourtant, il a fallu attendre l'entrée en Normandie pour que la course s'anime.

Pendant une bonne partie de l'étape, le peloton a vécu d'humour et d'eau fraîche. Le Hollandais Karstens a confirmé ses qualités d'acrobate à bicyclette, et les «porteurs d'eau» ont pratiqué la «chasse à la canette». Du côté d'Evron, Alain Meslet (vainqueur du Midi-Libre et 12^e du championnat de France), l'enfant du pays est accueilli par une banderole en son honneur : «Vas-y Alain... mets-

les tous d'accord». Il s'empressa de se détacher du peloton pour aller faire la bise à sa femme.

Et à Lassay-les-Châteaux, au ravitaillement, il y avait plus de bidons que de tartes dans les musettes. Mais à travers le bocage normand, les coureurs ont oublié la chaleur, la soif, et l'étape contre la montre, pour sonner la charge. Et dans les cinq derniers kilomètres, après plusieurs tentatives menées par le sympathique Genet (36 ans, un des doyens du peloton), on vit l'Italien Battaglin qu'on attendait surtout dans la montagne, surgir dans le plus pur style des baroudeurs belges ou hollandais, pour terminer seul sur les circuits d'arrivée à Caen, résistant au retour des sprinters qui se regardaient en chiens de faïence.

Alain Desave

Etape contre la montre du Touquet : 37 km

C'est sur un circuit de 37 km autour du Touquet, à travers les horizons verdoyants de la forêt, les kilomètres de plage et de dunes que les 130 coureurs s'affrontaient dans l'effort individuel du contre la montre. On attendait le Hollandais Schuiten, champion du monde de poursuite, ici dans sa spécialité, et puis ce fut une fois de plus Maertens qui, survolté par son maillot jaune, a réussi un exploit se permettant de dépasser Manzanègue, parti deux minutes avant lui et surtout se rapprocher à 30 secondes de Thévenet parti quatre minutes avant. Il est vrai que Thévenet se ressentait de sa chute de la veille qui l'avait empêché de dormir une partie de la nuit, mais ceci n'enlève rien à la performance de Maertens qui venait dans ce Tour pour gagner le maillot vert du meilleur

placé dans chaque étape, mais qui commence à prendre goût au jaune et pourrait bien s'affirmer vu les écarts qu'il creuse : un adversaire à prendre en considération pour les favoris, Thévenet et Van Impe. En tout cas, Maertens a réalisé son premier objectif, traverser la Belgique en jaune. Demain, 4^e étape, Le Touquet-Bornem, 240 km.

Résultats du classement de l'étape et du classement général :

- Classement de l'étape contre la montre :
1- Maertens (B) 47'8"
2- Pollentier (B) 48'45"
3- Schuiten (Hol.) 49'9"

- Au classement général :

1- Maertens
2- Pollentier
3- Manzanègue



SPORTS...SPORTS...SPO

Championnats de France d'Athlétisme

Trois records ont été battus aux championnats de France d'Athlétisme :

- Rousseau a fait un bond de 8,26 mètres en longueur. Il avait sauté avant 8,73 mètres, mais ce record n'avait pu être homologué en raison d'un vent trop favorable. Le précédent record appartenait à Pani : 8,16 mètres. Cette performance place Rousseau en bonne position pour obtenir une médaille aux Jeux Olympiques.

- Chantal Rega a couru le cent mètres en 11"15. Ancien record 11"27 par elle-même.

- Marie-Christine Debourse a battu le record de France féminin de saut en hauteur avec un bond de 1,87 mètre battant de un centimètre son précédent record.

A Monaco, pour le titre mondial unique (WBA et WBC), Monzon a battu Valdès aux poings après un combat très dur. Monzon a obtenu l'avantage décisif au 14^e round au cours duquel il expédia Valdès au tapis sur un contre du droit.

DANS NOTRE COURRIER

Témoignage sur les menaces contre les chômeurs

Je voudrais témoigner afin que les travailleurs sachent comment s'y prend la bourgeoisie dans ses menées contre les chômeurs.

J'ai dix-huit ans, j'étais apprenti en pharmacie. J'ai quitté mon travail en septembre 75. Je comptais trouver un nouvel emploi. Entre temps, je suis tombé malade (début de tuberculose). Afin de ne pas perdre mes droits sociaux (sécurité), je me suis inscrit au chômage. Je touchais l'aide publique (treize francs par jour) ; pas d'ASSEDIC puisque j'étais parti de moi-même. Mon inscription au chômage a été acceptée. Quelques mois après la sécurité m'accordait les 100 % pour maladie grave. Je pointais tous les quinze jours à l'ANPE. Je n'ai jamais eu d'offre. Jusqu'à présent, on me remboursait mes ordonnances (chaque ordonnance était

de l'ordre de cinq cents francs).

Il y a quelques jours, je vais me faire rembourser comme d'habitude. Là on m'apprend :

- Que je me suis inscrit six jours en retard au chômage (retard dû à un manque d'information ; de plus, j'étais plus préoccupé par mon état de santé).

- En conséquence : on me refuse le dernier remboursement. Et on compte me faire rembourser (trois mille francs environ) tous les paiements effectués par la sécurité.

J'ai vu une responsable à la sécurité de mon quartier, qui m'a répondu simplement : «Pour les remboursements, nous sommes souples». Il est évident que je lui ai répondu que je ne rendrais pas un sou. Elle a souri.

Je ne crois pas que ce qui m'est arrivé soit un fait

isolé. Il y a quelques jours, Chirac faisait entendre clairement que la bourgeoisie allait lancer une offensive contre les chômeurs. Voilà ça a commencé ou ça continue.

Il va falloir se débattre, lutter. (...)

PROPOSITIONS POUR LE QDP

Le journal s'améliore progressivement. (J'en aurais à dire mais ma lettre est déjà longue).

Bravo pour le nouveau feuilleton Hebken.

A ce propos, ne pourrait-on pas laisser chaque mercredi une page aux enfants (avec des bandes dessinées, des contes, des histoires).

Actuellement, je lis un livre que j'ai trouvé dans le Cantal relatant les aventures d'un petit auvergnat au début du siècle. Il est vrai qu'il y a une somme d'idées fausses. Ce livre est écrit par un paysan. Je crois que c'est important. De plus, le découpage du livre se prêterait bien au journal (histoires courtes, deux pages).

J'espère ne pas avoir été trop long.

Salutations communistes.

P. R. PARIS

Nous t'invitons à nous faire connaître le livre dont tu parles, c'est une proposition intéressante, et nous en attendons beaucoup d'autres encore des lecteurs du QdP, pour la page «enfants».

Appel aux Pionniers rouges et autres jeunes de 10 à 14 ans

Cet été du 14 au 28 août, il va y avoir un camp de l'UCJR.

Ce camp sera un camp de loisirs et en même temps, les jeunes du camp seront en contact avec les paysans de la région. Ils enquêteront sur les luttes et la vie des paysans pauvres.

Je pense que dans ce camp, on pourrait faire des excursions, aller jusqu'à un point précis pique-niquer en route, inventer des signes avec des pierres et des branches comme les Indiens, faire des cabanes de branchages, faire des veillées le soir, cache-cache en forêt, essayer d'inventer des jeux. Et je souhaite vivement que dans le camp, il y ait une ambiance d'entraide et d'amitié.

Si vous voulez y aller, discutez entre copains et avec les parents. Amenez des tentes si vous en avez, si vous n'avez pas de tentes, vous coucherez dans des marabouts ou dans des bâtiments.

Un jeune de 13 ans (Paris)

Corse d'origine...

Corse d'origine, je vais regagner l'île au mois de juillet pour les vacances scolaires. Je voudrais faire connaître le Quotidien autour de moi là-bas... Pour cela, il serait bien que je dispose de la série des Quotidiens consacrés à la Corse (...). De plus, je peux prendre trois ou quatre abonnements (...). J'ai la possibilité d'héberger votre envoyé, en cas d'urgence, ainsi que de vous envoyer, si vous le désirez, des informations plus générales.

S. R. Grenoble

Nous te faisons parvenir dès aujourd'hui le matériel et les précisions que tu nous demandes. Merci pour ta proposition d'accueil, nous comptons sur toi pour nous faire parvenir de nombreuses correspondances sur la Corse.

Une
brochure
PRO-
GRAMME
ET
STATUTS
ADOPTÉS
PAR LE II^e
CONGRÈS
DU PCRml
est parue

PASSEZ VOS
COMMANDES A
FRONT ROUGE
B. P. 161
75864 - PARIS CEDEX 18

PRIX 5F - AJOUTER 2F
POUR LE PORT

«REBELLES» N° 3
EST EN VENTE
EN KIOSQUES
À PARIS

Le Quotidien du Peuple
Publication du PCRml
Adresse Postale : BP 225
75924 Paris - Cedex 19
CCP N° 23 132 48 F Paris
Directeur de Publication :
Y. CHEVET - Imprimé par
IPCC Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942



TÉLÉPHONEZ
AU
QUOTIDIEN
208 65 61
DE 9 H A 17 H

Juridique

LE CREDIT

De plus en plus, pour acheter divers biens, on est obligé de recourir au crédit. C'est un nouveau moyen pour exploiter les travailleurs : on profite de ce qu'ils n'ont pas les moyens de payer comptant pour leur soutirer un gros intérêt. De plus, c'est une façon de les tenir à merci : avec les traites à rembourser sous peine de saisie, on hésite à faire grève.

Les différentes formes de crédit

1°) LES CARTES DE CRÉDIT

Lancées aux Etats-Unis, elles sont apparues en France en 1966. C'est d'abord la CETELEM qui met en circulation une carte pour l'achat d'appareils électro-ménagers, elle sera suivie par diverses banques (carte bleue, Inter-carte, etc...).

Ces cartes sont soit un moyen de paiement, soit une garantie de chèque.

- CARTES DE PAIEMENT

Le titulaire d'une de ces cartes fait ses achats sans

payer immédiatement, en signant simplement une facture dont le commerçant vous remet le double.

L'organisme émetteur de la carte (la banque) paie le commerçant. A la fin du mois, il vous envoie un relevé des factures dont vous avez eu le double en faisant votre achat et vous devez régler dans un délai fixé. La banque perçoit, bien entendu, une commission. Quel est l'avantage de ces cartes ? Puisqu'on ne paie pas tout de suite, on a donc des délais de paiement ce qui peut être très utile en période de grosses dépenses ; de plus, on peut

se procurer de l'argent liquide quand les banques sont fermées en utilisant les distributeurs de billets installés sur la façade des banques.

Mais le gros risque est que l'on peut avoir des surprises en recevant le montant total à payer à la fin du mois, car on ne se rend pas toujours compte de ce qu'on a dépensé.

- CARTE DE GARANTIE DE CHEQUE

Ce n'est pas un moyen de paiement. Quand vous faites un chèque, cette carte garantit simplement au vendeur que le chèque sera honoré. Mais bien entendu, les banques ne délivrent ce type de carte qu'à leurs clients qui ont des comptes en banque bien fournis.

2°) LE CRÉDIT SUR LES BIENS DE CONSOMMATION

Les appareils électro-mé-

nagers, les meubles, etc... sont très chers ; on ne peut donc en général les acheter qu'à crédit.

Ce type de crédit est réglementé par la loi et l'inobservation de cette réglementation constitue un délit qui peut entraîner la nullité de la vente.

• Quand les délais de paiement sont assez longs, il faut que les modalités de la vente soient fixées par écrit.

• Il existe un organisme officiel, le Conseil National du crédit, qui joue un rôle important dans la réglementation :

- il fixe la durée maximum du crédit, ce délai varie selon la conjoncture économique et le type de marchandises.

Exemple : si le gouvernement veut faire acheter beaucoup de voitures et peu de frigidaire, cet organisme fixe un long délai de remboursement pour les voitures et un bref délai pour les frigidaire.

- Il fixe la qualité du crédit, c'est-à-dire pour un bien déterminé, le montant de l'apport personnel obligatoire et la part susceptible d'être financée par un crédit.

• A toute personne qui demande un crédit, on doit remettre un barème indiquant :

- le montant maximum du crédit pouvant être consenti
- sa durée
- les modalités de remboursement
- le montant total des frais et suppléments divers dus par l'acheteur.

Si cette disposition n'est pas appliquée, le contrat peut être annulé et le prêteur encourre des sanctions pénales. Cependant dans ce cas, on doit entamer une procédure devant les tribunaux et elle est assez coûteuse.

ANNE CALLAC

Prochainement : les dangers du crédit.

PROGRAMME TÉLÉ

LUNDI 28 JUIN

TF 1

- 18 h 05 - Pour les jeunes
- 18 h 30 - A la bonne heure
- 19 h 05 - Animaux (Jean Richard)
- 19 h 20 - Actualités région.
- 19 h 40 - Une minute pour LES FEMMES
- 19 h 45 - Tour de France
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Le jour où la terre s'arrêta (r. Wise 1951 v. f.)
- 22 h 00 - Débat. journal

A 2

- 18 h 15 - Le palmarès des enfants
- 18 h 30 - TV service
- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités région.
- 19 h 45 - Formations politiques : le P.C.F.
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - La tête et les jambes
- 21 h 50 - Une légende, une vie: Franç. Perier
- 22 h 50 - Journal

FR 3

- 18 h 45 - Pour les jeunes
- 19 h 05 - Program. région.
- 19 h 20 - Actualités région.
- 19 h 40 - Tribune libre
- 19 h 55 - Flash journal
- 20 h 00 - Au fil du Rhône
- 20 h 30 - Prestige du ciné. Les suspects 1974 français de M. Wyn
- 21 h 55 - Journal

FEUILLETON

Hebken

Conte gueux

de
YOUENN CÔIC

aux Éditions P.J. OSWALD

Résumé : une tempête a arraché le toit de l'église de Lambour. Mikel Pen Oan, le curé vient d'inviter ses paroissiens à donner de l'argent pour la réparation.

Après cette bouillante allocution, la quête eut plus de succès. Mais de toute manière, il n'y avait pas le compte. Et même de loin.

- Tant pis, soupira Mikel Pen Oan. J'irai trouver le recteur (1) de Combrit. Dans le temps, ceux de Lambour ont cotisé pour la réfection du clocher coupé de Combrit. Il est juste qu'ils nous rendent la pareille.

Pen Oan revint de Combrit en fulminant. Depuis la Révolution, avait expliqué le recteur, la trêve de Lambour était séparée de la paroisse de Combrit. Maintenant, elle faisait partie de la nouvelle paroisse de Pont l'Abbé. C'était au recteur de Pont l'Abbé qu'il fallait aller demander une quête.

Mikel refusa plusieurs jours de se résoudre à aller mendier à Pont l'Abbé l'argent pour la toiture de Saint-Jacques.

Avant de se résigner, il réunit plusieurs des habitants de Lambour pour leur demander leur avis.

- Ça va leur donner du plaisir, dit Charlez Groaz, en branlant de la tête, mécontent qu'il était d'être là à prendre une décision, au lieu de jouer aux boules avec Thomas ar Real.

Oui, pour leur donner du plaisir, sûrement ça allait leur en donner, aux bourgeois de Pont l'Abbé.

Depuis le temps que les misérables pokez treu (2) de Lambour faisaient les fiers dans leur ghetto, au bout du pont ! La racaille, comme ils disaient entre eux, de ceux qu'ils n'avaient jamais pu soumettre à leur volonté.

- Jamais de la vie ! dit Fanch Paokamm. En 89, j'étais avec Matthieu Conan et tous les autres ; plusieurs ici s'en souviennent. On est venu dans cette église pour faire un cahier de doléances séparé, parce que les bourgeois de Pont l'Abbé, il faut dire les choses comme elles sont, leur

cahier était plutôt fayot. Tout ce qu'ils voulaient, c'était pouvoir continuer à garder leur juridiction et leur emprise sur tout le Cap Caval, le «pays de Pont l'Abbé», comme ils disaient, pour pouvoir l'exploiter. Nous, on a dit : nos revendications sont différentes. Comme ils ne voulaient pas les mettre sur leur cahier, on a fait le nôtre : artisans et paysans. Et on les a dénoncés. Ils ne nous l'ont pas pardonné ! Ensuite, on a tenté de créer une municipalité séparée de Lambour. On a été soutenu un moment par Kemper, parce que Kemper voulait démanteler le pays Bigouden, de façon à récupérer à son profit le maximum des terres à blé ; mais ça n'a pas duré...

Depuis, on n'a jamais abaissé notre fierté à leur demandèr quoi que ce soit. On n'a aucun crédit, mais on peut avoir la tête haute, nom de Dieu... pardon, monsieur le vicaire.

- C'est vrai, dit Pen Oan, tout à fait vrai. Mais on ne peut pas laisser nos saints et nos bannières sous la pluie trop longtemps.

- Alors, dit Fanch Paokamm, je ne suis pas religieux, non, mais pour ce que cette église représente pour moi, les bonnets rouges et le manifeste des artisans et des paysans de 89, je vais me mettre à travailler sur votre toit, Mikel. Et j'espère bien que d'autres vont faire comme moi.

A part Bastien Le Borgne, un vieux journalier au chômage, personne n'aida Fanch Paokamm.

Il aurait dû se souvenir de sa mauvaise jambe. Il tomba le cinquième jour, et mourut le septième.

Mikel Pen Oan alla faire amende honorable au recteur de Pont l'Abbé, Matthias Gwenkael, originaire de Carhaix, un homme au cœur sec, qui lui dit :

- Mikel, mon bon frère, vous faites partie de ma paroisse, mais vous ne venez jamais à mon presbytère pour parler avec moi ni pour me demander si j'ai des ennuis ; vous entretenez le mauvais esprit dans votre trêve, et le maire m'a plusieurs fois laissé entendre que j'aurais à vous ramener dans le droit chemin, parce que vos ouailles ont de la sédition dans le ventre, et pas beaucoup de soumission dans la tête. Si je ne l'ai

pas fait, c'est par espoir que vous finiriez par venir à moi pour me dire : «Mon cher frère, j'ai été longtemps dans l'erreur, et maintenant, je me rends compte qu'il faut que je me conduise en bon pasteur.» Aujourd'hui, maintenant que Dieu vous a frappé dans votre foi, comme jadis le roi dans votre orgueil, vous venez me demander des sous. Comment, Mikel, vicaire de Lambour, comment ? Que vont dire mes paroissiens quand je leur dirai, dimanche prochain :

- Donnez pour Lambour !».

Ils ne donneront rien, et ils diront de moi que je me suis laissé rouler par vos douces paroles. Allez demander au maire, Mikel, mon bon frère.

Le vicaire de Lambour sentit le rouge de la honte venir brûler son front. Il avait accepté de s'humilier à venir mendier auprès de ce recteur, un prêtre assermenté, qui avait toujours été dans le camp des riches, et celui-ci lui faisait un affront.

Aller trouver le maire, c'était impensable. C'était apporter la soumission de tout Lambour à la municipalité bourgeoise de Pont l'Abbé, et même pour sa toiture, Pen Oan ne ferait jamais ça à ses tréviens. Ne serait-ce que pour la mémoire de Fanch Paokamm qu'il avait enterré la veille.

Il fallait trouver un moyen de s'arranger avec le retour. Avoir traversé le pont pour venir s'entendre refuser une obole, ce n'était vraiment pas la peine.

- Pour la charité, dit Pen Oan, en regardant Matthias Gwenkael dans les yeux.

- Non, répondit le recteur, non, pour vous apprendre l'humilité. Mes paroissiens sont plus nombreux et beaucoup plus riches que vos tréviens, Mikel, mais leur charité doit avoir la reconnaissance en retour, et l'obéissance surtout. Pensez-y mon bon frère. Vous reviendrez me voir dans une ou deux semaines. Tenez, pour pâques vos ouailles, car vous ne tiendrez pas la fête du supplice et de la résurrection du bon Jésus dans ce lieu découvert...

(à suivre)

(1) Curé.
(2) Poches-percées, fauchés.

IL Y A QUARANTE ANS

LE FRONT POPULAIRE

FIN

LES PREMIERS CONGÉS PAYÉS



Nous terminerons cette série sur le Front Populaire en évoquant les premiers congés, pour les travailleurs. Continuez à nous envoyer vos témoignages que nous publierons dans le Quotidien.

Les congés payés : Une des principales revendications sociales du Front Populaire, imposée par le mouvement de masse de la classe ouvrière. Sans aucun doute, en acceptant de satisfaire cette revendication, la bourgeoisie était consciente qu'il s'agissait là d'une condition de la reconstitution de la force de travail des ouvriers. En effet, la restructuration que la bourgeoisie voulait gérer dans l'industrie, au lendemain de la crise de 29, aboutissait à un renforcement de l'exploitation et en particulier à l'intensification du travail liée à la modernisation capitaliste de la production. Dans ces conditions, le repos de deux semaines de congés devenait un minimum vital, et la bourgeoisie y voyait le moyen de mieux faire admettre l'exploitation de toute une année, une manière de rendre plus «supportable» le travail effectué au profit du capital.

Mais, pour les prolétaires, les congés payés, cela signifiait la possibilité pour la première fois, d'échapper quelques temps à l'oppression capitaliste exercée dans l'entreprise, la possibilité de se reposer, de se détendre, de revoir tranquillement la famille et les amis, la possibilité de voir ce qu'on n'aurait jamais eu l'occasion de connaître sans les congés : la montagne, la mer ou le plus souvent, simplement sa région.

Pour la première fois, cette année-là, la Côte d'Azur n'est plus la chasse gardée des gens fortunés. La presse d'extrême-droite fulmine contre l'invasion des plages par les «salopards en casquettes» et les tribus de «saucissonneurs».

Lagrange : on institue les billets de congés populaires à tarifs réduits, les voyages en train à prix réduits de 40%.

Les trains de vacances sont pris d'assaut. C'est l'été des vélos et des tandems (on passe parfois un mois de paie pour l'achat du tandem), des motos et des vieilles voitures rafistolées, des courses sac au dos, de la populaire casquette, des premiers shorts.

Des milliers de garçons et de filles affluent aux auberges de jeunesse qui prennent un essor nouveau. Le camping jusque-là pratiqué par des groupes restreints, connaît un formidable développement.

Alors que s'achèvent les premières vacances, l'insurrection fasciste éclate en Espagne. La jeunesse va se mobiliser pour le combat des Brigades Internationales devant Madrid et Guadalajara.

Le gouvernement crée un sous-secrétariat d'Etat aux loisirs et aux sports dont le poste est confié à Léo

«DANS LES MINES, ON PARTAIT PAR PUIITS...»

«On a du mal à s'imaginer aujourd'hui ce que signifiait alors une année de travail. On commençait l'année le 2 janvier et on la terminait le 31 décembre avec pour repos tout juste les dimanches et les fêtes tombant dans la semaine, comme le 14 juillet ou le 15 août, mais qui n'étaient pas payés.

Quand les accords ont été signés, il y a eu un grand enthousiasme. On avait gagné les quarante heures, et surtout les congés payés. Des vacances !

Les premiers départs des trains de mineurs vers

la mer, c'était quelque chose. Certains pleuraient de joie. La plupart n'y était jamais allé. On ne savait pas ce que c'était.

Les patrons disaient : les congés payés, les ouvriers vont les passer dans les cabarets. Mais, les cafés ne furent jamais aussi désertés. On préférait s'acheter un vélo ou aller pique-niquer à Phalempin ou dans le bois de Raismes en famille. On quittait les corons et les courées pour aller enfin respirer un peu d'air pur.

Les premiers qui sont partis, y allaient par puits.

Des clubs cyclistes étaient formés. Il y en a qui organisaient des randonnées sur des vélos, du côté des marais du Douaisis. C'étaient de véritables défilés. Nous y allions hommes et femmes ; pour mieux rouler à bicyclette, les femmes mettaient des shorts à l'anglaise. Tout cela était tellement nouveau que les gens des localités traversées se rassemblaient sur le bord de la route pour regarder passer, comme on disait «les congés payés... et leurs bicyclettes».

Un mineur retraité Région de Waziers



A ROUBAIX-TOURCOING...

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE

Tout en reconnaissant, de façon paternaliste, le droit des ouvriers aux congés payés, les capitalistes disent : Cela ne crée-t-il pas une charge trop grande pour notre économie ? Sous-entendu : les travailleurs sont trop exigeants, pour résoudre la crise, faites des sacrifices. C'est le sens de ce commentaire de «l'Intransigeant» du 29 juillet 36.

LES CONGÉS PAYÉS
A ROUBAIX-TOURCOING

Quand les sirènes se taisent

et que les ouvriers sont à la mer et aux champs...

Roubaix-Tourcoing, 28 juillet (de notre corr. part.)

Deux semaines de vacances, à pleins salaires, payés d'avance - ça a coûté 35 millions à l'industrie textile ; puis, joyeusement, le peuple des usines s'est égaillé.

...Toute médaille a son revers. Si les tisserands et tisserandes de Roubaix-Tourcoing sont heureux d'être en vacances payés, quelques industries font la grimace en établissant leur bilan de crise, aggravé par les impôts et les

congés payés, et les petits commerçants se lamentent derrière leurs comptoirs désertés.

Bah ! il faut bien que quelqu'un paie la rançon du bonheur trop rare des ouvriers.

D'ailleurs, revienne une ère de prospérité et ces surcroûts de dépenses et ces pertes seront vite oubliées.

Mais cette ère reviendra-t-elle ? Il le faut si l'on veut que dure et se renouvelle, l'an prochain, la bienfaitante institution des congés payés. A. Navadic.

«Il faut imaginer l'époque, surtout pour les jeunes...»

Le mieux c'était les quarante heures. Ça a été le plus gros succès, avec les congés payés, il faut imaginer l'époque surtout pour les jeunes, on sortait de

l'époque, le premier mai ça voulait dire quelque chose, il fallait débrayer pour aller à la manif, on se faisait engueuler et on n'était pas toujours très nombreux !

le repos, alors on le passait au bistrot. Avec les quarante heures au contraire, dès le vendredi soir, les jeunes étaient partis aller prendre l'air à la campagne, ça nous changeait.

Ouvrier chez Peugeot en 36



— Vous ne pensez pas que j'allais me tremper dans le même eau que ces bolcheviks !

l'école et après à l'usine, plus de congés, le boulot tous les jours, tard le soir, etc... Moi, par exemple, j'ai passé le certif à treize ans, ensuite j'ai lavé des carreaux avant de rentrer dans l'imprimerie. Il fallait voir aussi qu'à l'époque il n'y avait aucune possibilité pour les délégués syndicaux, rien. Les sanctions, ça pleuvait, alors il fallait tenir le coup. Par exemple, à

ça le meilleur souvenir, c'est le nouvel horaire. Et pourtant, il y avait eu la propagande nationale qui prétendait qu'avec les quarante heures, les ouvriers seraient tout le temps au bistrot ! En réalité, c'était l'inverse : avec les quarante heures (ou plus) de boulot on ne sortait pas, pas de week-end, il nous restait par exemple, une heure avant

Essayer de faire des vacances, un moyen d'«évasion», une période où l'ouvrier oublie l'exploitation qu'il subit toute l'année et favoriser par là la collaboration de classes, tel est bien un des objectifs que la bourgeoisie se fixe en accordant les congés payés. «Oubliée la politique !». Le commentaire de Georges RAVON, dans le «Figaro» du 5 Août 36, journal de droite toujours pareil à lui-même, est à cet égard particulièrement éloquent.

OUBLIÉE LA POLITIQUE !

Nice, 4 août.

...Dût en souffrir le camarade

LES ESPOIRS DU FIGARO...

OUBLIÉE LA POLITIQUE ?

Virgile Barel, le train du Front populaire a déserté la lutte de classes. Mais personne, à vrai dire, ne semblait soupçonner avant Nice l'existence de ce camarade Virgile Barel, député communiste des Alpes-Maritimes. Ignorons-le donc aussi pour la minute.

Donc, les douze wagons étaient comblés hier soir au départ de la gare de Lyon. Foule sobrement mais correctement vêtue.

...A l'ordinaire attirail des trains de plaisir, à l'amoncellement des sacs, des valises, des éprouvettes, des cartons gonflés de veau froid et de poulet rôti, s'ajoutaient dans les tîjets de nombreuses

toiles de tente et un abondant matériel de campement. Deux jeunes gens avaient même casé sous la banquette une périssoire extra-plate et ultra-chavirable.

Jusqu'à Melun on a bien un peu parlé politique, réformes sociales et solidarité prolétarienne. Mais à Melun, à ce que j'ai appris, commence la «vrai campagne». Dès lors, il ne fut plus question de l'Espagne et de sa révolution, et l'on discuta pêche, excursions, tourisme. On appréciait d'un œil faussement expert la première des récoltes, on regrettait que l'on n'eût pas achevé la seconde tour de la cathédrale de Sens, si belle sur un fond de nuages tumultueux, on se

sentait pris par l'orgueil du terroir et, pour un peu, on aurait présenté les armes aux vignobles fameux dont les petites gares nous jetaient les noms par brusques éclairs.

Près de Dijon, quelques ruisseaux étaient sortis de leur lit, et l'on plaignait le sort des paysans. Dans un compartiment voisin, une voix, une seule, un peu humide, essaya l'Internationale. Un vieil homme se leva : - Mais non, mon petit, ça va. On est en vacances, à présent !

Alors ce furent : Le plus beau tango du monde, il pleut sur la route et les refrains à boire.